



Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 3

Décembre 2000

3,00 \$

COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



Power Corp. et la concentration des médias

À QUI PROFITE L'INFORMATION ?

Dans un groupe de presse comme ailleurs, une structure affirme toujours d'elle-même son principe de cohésion. Dans le cas de Power, cela s'est vérifié dès le lendemain de l'annonce publique du rachat du *Soleil*, du *Droit* et du *Quotidien*.



«**L**a diversité des opinions et l'indépendance des rédactions seront préservées», assurait M. Guy Crevier, haut fonctionnaire de l'empire Power Corporation, à l'occasion de l'annonce de l'achat de trois quotidiens et de plusieurs hebdomadaires. Or le système que M. Crevier est en train de mettre en place avec énergie est déjà producteur de la propre puissance nécessaire à contredire son discours.

Dans un groupe de presse comme ailleurs, une structure affirme toujours d'elle-même son principe de cohésion. Dans le cas de Power, cela s'est vérifié dès le lendemain de l'annonce publique du rachat. Dans chacun des quotidiens de Power, les conséquences de la transaction, toutes à l'avantage d'une famille dont on connaît par ailleurs les tendances socio-économiques et politiques, ont été analysées avec un courage vigoureux, caractéristique de la bonne conscience d'ouvriers qui s'aliènent volontairement pour mieux justifier leur existence vis-à-vis du maître.

Ainsi, *La Tribune* constate bien sûr les réserves qu'ont nombre de journalistes à l'égard d'une pareille concentration: «Les employés de *La Tribune* interviewés hier ont tous applaudi cette transaction, en disant qu'il était plutôt rassurant d'entendre le grand patron réaffirmer sa foi en l'avenir des quotidiens». À l'affût de la critique digne de ce nom, *La Tribune* se donne même la peine d'interroger des gens hors de ses murs au sujet de cette importante transaction. Céline Maheu, directrice générale de *La Nouvelle*, un hebdomadaire de Sherbrooke aussi propriété de Power Corp, en profite donc pour se vider le cœur, au grand bénéfice du droit du public à l'information: «C'est bon pour tout le monde. Et je ne crois pas qu'on puisse parler de concentration: on se positionne dans différentes régions.»

En première page, *La Tribune* critique aussi la pensée unique qui risque de plus en plus de disparaître dans les journaux du groupe: «[Guy Crevier, président de Gesca Ltée, a] rappelé les caractéristiques de l'entreprise qui possède déjà quatre quotidiens: importance de la qualité de l'information, diversité de la qualité de l'information, diversité d'opinions, indépendance des salles de rédactions et respect des pratiques des journalistes.» Cette évidence n'est pas contestable. Les récents cas de laminage dont ont été victimes Chantal Hébert et André Pratte à *La Presse* ne seraient en somme que des exceptions qui confirment une si éclatante évidence.

uniformité idéologique accrue de la presse québécoise, *Le Nouvelliste* lance au visage les propos même du patron de Gesca Ltée: «M. Crevier rappelle que dans tous les journaux, les pages dites "forum", soit celles ouvertes aux opinions, aux idées et aux débats, font en sorte d'assurer la liberté d'expression de tous les points de vue et limitent les dangers de la promotion d'une pensée unique.» La pensée unique pourra donc rester confinée aux pages courantes et à la page éditoriale des quotidiens. Une garantie intéressante...

Mais cela ne suffit pas pour calmer l'intransigeance du *Nouveliste*, qui cite l'éditeur du *Soleil*, Claude Thibodeau, comme pièce à charge: «L'annonce de la transaction a été bien accueillie chez nous.» Dans son cahier «économie» du même jour, *Le Nouvelliste* tire encore à boulets rouges. Il titre: «La venue de Gesca réjouit des employés». En beaucoup plus petit, on indique toutefois que «certains observateurs» sont inquiets. Mais qu'à cela ne tienne: les réjouissances sont déjà en marche. L'éditeur du *Quotidien* observe partout que la transaction ne pouvait qu'être positive pour sa publication. Évidemment.

Du côté du *Soleil*, on ne se laisse pas bercer par la lune. On signale à la une que le rachat correspond en quelque sorte à l'aboutissement d'un processus naturel. «Plus de 27 ans après les premières négociations dans ce but, *Le Soleil* entrera dans la famille de *La Presse*.» Les négociations dont il s'agit en fait durent depuis l'été 2000. Plutôt qu'un seul journal, comme en 1973, elles concernent un ensemble imposant de quotidiens et d'hebdomadaires. Mais en justifiant aux yeux de tous par une raison naturelle de type économique cette appropriation, on en objective les conséquences dans une illusion générale. Ici encore, le journal se fait le relais du choix déjà fait dans une perspective de justification totale des conditions et des fins du système existant.

Au *Droit*, l'affaire a été vite cernée. Les couteaux sont tirés. La salle de rédaction charge à fond, comme on s'y attend. Après tout, ce n'est pas un journal de combat pour rien. En éditorial, l'éditeur Pierre Bergeron tonne et donne

ainsi le ton: «Les lecteurs et les lectrices du *Droit*, tout comme ses annonceurs et ses employés, peuvent [...] se réjouir de ce développement très positif pour l'avenir de leur quotidien de choix.» Voilà. *Le Droit* montre, encore une fois, qu'il est du devoir de tout homme libre de se questionner vraiment sur ce que représente cette intégration pour notre société. L'éditeur a d'ailleurs mis le poing sur la table, après avoir dit qu'il était heureux comme un collégien: «Nous allons demeurer un journal de combat qui n'a pas peur de ses positions.» Que Power se le tienne pour dit.

Pour ajouter au dossier critique déjà accablant, *La Voix de l'Est*, ancien journal du directeur de Gesca, se fait, vous l'aurez deviné, tout aussi foisonnant en analyse sur les questions propres à cette affaire. Sans doute peu satisfaite de tous ces commentaires jugés insuffisamment sévères, *La Presse* monte elle aussi à l'assaut. Elle cite longuement M. Crevier, qui affirme notamment ceci: «Le respect des pratiques journalistiques est une chose acquise chez nous.» Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, tout en bénissant la transaction, observait la journée même que Power Corporation devrait désormais faire preuve «d'éthique

écrite... D'ailleurs le président du Conseil de presse, M. Michel Roy, ne cesse de le répéter: la concentration de la presse constitue «un problème dépassé». Tous ceux qui se couvrent les yeux devant de si vigoureux exemples de servitude ne contemplant, dans la force inébranlable de la domination moderne, que leur propre démission.

Le premier ministre du Québec est-il en mesure de comprendre cela, lui qui a annoncé d'emblée qu'il faisait confiance au marché dans cette histoire? M. Lucien Bouchard, tout comme M. Jean Chrétien, s'est empressé de bénir la transaction. Celui-là a déclaré, par l'entremise d'une porte-parole, que «la concentration de la propriété n'entraîne pas nécessairement une concentration équivalente des contenus.» (*Le Soleil*, 11-11) Le vice-premier ministre du Québec, M. Bernard Landry, lui-même un contenu du gouvernement, s'est du coup montré du même avis que son chef. (*Le Droit*, 11-11) Prudent et réfléchi, comme à son habitude, M. Landry a déclaré à sa suite qu'il ne ferait rien pour bloquer la transaction. «Qu'un gouvernement intervienne de façon législative dans un cas de concentration de presse aujourd'hui serait en dehors des normes occidentales». Qu'est-ce à dire? Que l'économie, selon les «normes occidentales» dominantes, n'est rien d'autres qu'un système se développant pour lui-même plutôt que pour des hommes de chair et de sang dotés de raison. On en vient d'ailleurs à se demander pourquoi le vice-premier ministre, il y a quelques semaines encore, avait laissé entendre qu'il favoriserait un groupe piloté par Sylvain Vaugeois plutôt que Power Corporation pour le rachat des journaux français de l'empire Conrad Black. Et on en vient aussi à se demander ce que valent, en pratique, les déclarations du premier ministre en faveur de la liberté de presse formulées à l'occasion de la tentative d'assassinat du journaliste Michel Auger, si elles ne s'accompagnent pas d'une connaissance réelle du profil des véritables assassins de la presse contemporaine.

Que l'accaparement de la parole publique à des fins privées soit imposée et ressentie aujourd'hui comme un droit positif, universel, quasi inaliénable, valable pour tous, justifié aux yeux de tous par une raison économique qui n'a en définitive d'autre raison qu'elle-même, cela peut conduire une société très loin du côté de l'abject.

La direction actuelle du *Devoir* et un de ses anciens directeur, M. Claude Ryan, ont eu raison, dans le principe, de réclamer une commission parlementaire sur cette transaction inquiétante. Bon prince, le gouvernement du Québec a accepté cette idée alors qu'il avait déjà bu le vin qu'il mettra à l'étude. Dans une société où les têtes politiques semblent travailler aussi bien à leur propre aliénation qu'à celle de leurs commettants, que peut-on espérer d'un pareil exercice?

Tous ceux qui se couvrent les yeux devant de si vigoureux exemples de servitude ne contemplant, dans la force inébranlable de la domination moderne, que leur propre démission.

capitaliste (sic) et d'éthique civique beaucoup plus élevée qu'avant». Pourquoi donc, puisque M. Crevier assure que cela est une chose acquise chez Power?

Les lecteurs pouvaient lire tout cela sur papier le samedi 11 novembre 2000. Sur Internet, c'était déjà plus compliqué: les sites de *La Tribune*, du *Nouveliste* et de la *Voix de l'Est* n'offraient alors qu'un transfert instantané à celui de *La Presse*.

Puisque tous les journaux sous l'emprise de Power avaient démontré aussi vivement qu'ils avaient une parfaite connaissance de la nécessité de la critique médiatique, aucun n'émit plus le moindre commentaire sur cette transaction dans les jours qui suivirent son annonce. Les manifestations obligées publiées le 11 novembre avaient certainement suffi à démontrer qu'il n'y a en effet rien à craindre d'une concentration accrue de la presse

La presse compressée

L'actualité expliquée par les gros titres de la grosse Presse

- «Des Canadiens affamés malgré l'économie florissante» (17-10); «Davantage de sans-abri à Toronto que dans plusieurs villes américaines» (12-6); «La pauvreté augmente au Canada» (19-7) et pourtant; «Le Canada se dirige vers un surplus budgétaire de 120 milliards» (11-10)...
- «Hausse de 133% des revenus de placements» (21-10); «Le bénéfice de Power Corporation augmente de 46,9 pour cent» (28-10); «Les profits de la CIBC en hausse de 53%» (8-9); «Charest désapprouve la hausse de 10 cents du salaire minimum» (14-10)...
- «La Chambre de commerce du Canada veut des réductions d'impôts plus rapides» (29-8); Deux mois plus tard on voit

apparaître «Une loi pour diminuer l'impôt des sociétés» (19-10).

• «Nouveau type de trou noir» (17-9); «Les abris fiscaux privent Ottawa de milliards de dollars» (2-9).

• «Chronique d'une mort prévisible» (10-8); «Les stocks de morue n'arrivent pas à se renouveler» (2-9); «Les forêts de l'est du Québec sont épuisées» (6-9); «Les habitats naturels menacés au Canada» (31-8).

• «Le travail forcé des enfants indiffère les entreprises canadiennes» (11-9); «Le Canada poursuivra son expansion, croit l'OCDE» (6-9).

FRANÇOIS PATENAUDE

Luxe

À la une de *La Presse* (14-11-00), on annonce le cahier spécial «Actuel», tout entier consacré cette journée-là au «luxe». Titre en forme de conclusion: «Le luxe ne se cache plus». Bien caché dans un coin de *La Presse*, le même jour, un article intitulé «Comment se porte l'humanité?»...

Concentration

Le 8 novembre, *La Presse* annonce en première page de son cahier «actuel» (cahier B) un article sur «la concentration des pouvoirs» dans les médias. On parle de Rupert Murdoch, de Ted Turner, de Jack Welch... Pas un mot sur Paul Desmarais. Deux jours plus tard, les Desmarais deviennent propriétaires de sept quotidiens québécois...

Note éditoriale

Le 30 parle du Couac



Entre des annonces de groupes pharmaceutiques, de banques et de firmes de relations publiques, *Le 30* se présente comme «le seul magazine québécois qui scrute les médias». S'ils sont vraiment seuls, alors c'est à pleurer. Surtout parce qu'ils le font de la même manière que partout ailleurs...

À l'occasion du troisième anniversaire du *Couac*, la rédaction de la revue a jugé bon de commander un article à un journaliste, Michel Defoy. Titre de l'article publié dans *Le 30* de novembre 2000: «Quatre ans et toutes ses dents». Tiens, un an de plus...

Defoy, plutôt sympathique, tout à l'image de ses confrères en général, est entré en contact avec moi et m'a posé des questions auxquelles j'ai répondu très longuement et de bonne grâce. J'ai expliqué notamment que je ne croyais pas que l'importance relative d'un journal puisse être mesurée avec les indicateurs utilisés d'ordinaire dans le cadre de son travail, soit en termes de tirages, d'annonceurs, de capacités financières. Ces termes commerciaux, ai-je expliqué, ont été élaborés par des gens qui se croient riches à force de compiler des statistiques pauvres sur ce que représente, en termes sociologiques, un journal dans un milieu donné.

Pour Defoy, ses questions n'avaient pas à être remises en cause. Je cachais donc quelque chose de première importance, de grave, de sérieux. «Nadeau reste coi sur des détails touchant *Le Couac*. Combien de lecteurs? Le tirage? Il a répondu que ça ne regardait pas *Le 30*. C'est un peu court, compte tenu de ce que j'avais expliqué en détail. En fait, j'ai déjà donné ces détails lors de plusieurs entrevues qu'une recherche rapide aurait permis de mettre à jour. Je me suis fait muet sur ces questions simplement pour constater dans quelle mesure Defoy y accordait à ce point de l'importance.

Je n'ai pas voulu que l'on prenne une photo de moi pour des motifs tout aussi raisonnés. Et le journaliste en a conclu que j'étais à peine poli...

Convaincu de la valeur de ses questions pour la compréhension d'un journal comme *Le Couac* et des journaux en général, Defoy s'est du coup lancé sur la piste des collaborateurs du *Couac*. Voici ce que notre camarade Martin Petit a jugé bon de répondre à M. Defoy. (JFN)

Quel est le tirage du Couac?

Juste un peu moins que *Le Devoir*

Qui en est le «propriétaire»?

Conrad Blatte

Quel est le rôle d'un journal comme *Le Couac* dans le paysage médiatique québécois, de plus en plus concentré?

Concurrer *La Presse*. Notre plan de conquête du monde (*Couac World*) suivra après l'atteinte du premier objectif.

Certains trouvent l'humour pratiqué par *Le Couac* un peu trop collégien. Qu'en pensez-vous?

Nous pensons inscrire *Le Couac* en bourse sous peu. À cette étape, nous changerons l'humour collégien pour un humour universitaire. Bref, un virage extraordinaire nous attend. Les actionnaires sont confiants et les collaborateurs prêts à donner leur 110%. C'est ça ou bien on leur donne leur 4%.

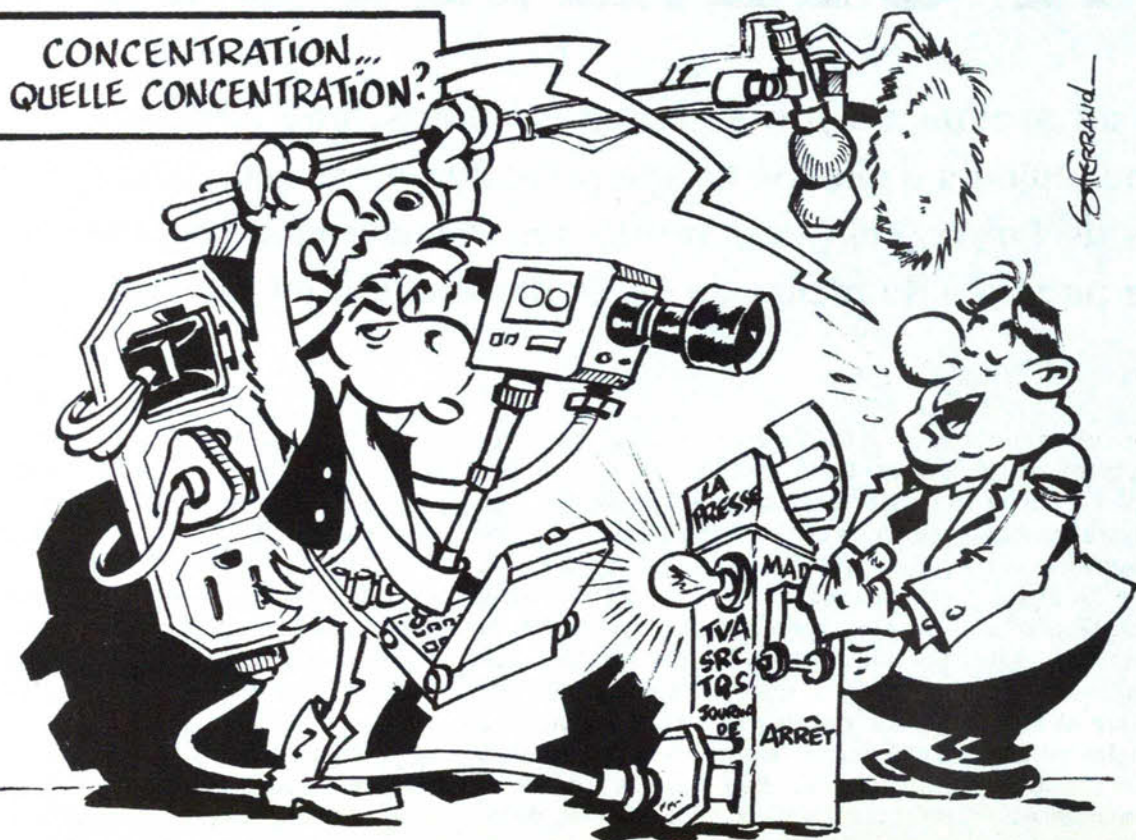
Quelles sont les principales forces du mensuel, les atouts qui lui ont permis de fidéliser un lectorat depuis quatre ans?

Je crois que les cotes boursières dans la section finance sont très appréciées. Nous avons eu de très bons commentaires au sujet de la série de textes de Claude Picher abordant l'épineuse question suivante: «Comment se débarrasser des pòvres en dix recettes faciles». Les recettes qu'il avait judicieusement choisies ont également plu à plusieurs becs fins.

Quelles sont ses faiblesses, ce qui pourrait être amélioré pour faire du Couac un meilleur journal?

Son image peu «winner». Avant l'écrasement du Concorde, nous pensions changer notre oiseau crasseux pour ce beau phénix de métal. Maintenant, ce plan de marketing payé chèrement à la firme National (750 000\$ plus taxes) a été jeté aux poubelles. Quel gaspillage. Mais bon, chut, ne le dites pas: les actionnaires qui vont bientôt investir des milliards n'en savent rien. Permettez-moi de retourner à ma cuisine, j'ai une épaule d'itinérant aux pleurottes sur le feu.

CONCENTRATION... QUELLE CONCENTRATION?



COURRIER DES LECTEURS

Sans pantalons

Nos gouvernants ne portent pas leurs culottes. C'est non seulement indécent, c'est aussi irrespectueux du pouvoir qu'on leur a prêté.

Et là, sans pantalons, ils jouent les putes pour le bon plaisir des grosses poches qui leur demandent quelques faveurs. Régulièrement, ils se tournent et s'abaissent poliment pour recevoir maître dollar.

Mais au moins ils se font graisser et ils se graissent eux-mêmes avant, pendant et après. Et ils en graissent épais et largement pour que ça profite à leur entourage également: une petite loi sur les successions par ci, une petite baisse d'impôts pour les riches par là, une petite subvention «d'aide sociale» à un généreux donateur du parti qui en a besoin, le pauvre, pour se construire un hôtel en Mauricie, une petite privatisation dans le secteur de la santé pour un ami d'une compagnie d'assurances encore par là, une petite dérogation aux lois environnementales pour une compagnie polluante dans le coin d'Asbestos, pour ne donner que quelques exemples.

Mais ça c'est de la petite baise à comparer à ce qui s'en vient [...].

D'ici là, les grosses poches vont continuer à [...] s'emplier les po-

ches à même le fruit de notre travail [...]. Tout en chantonnant hypocritement leur baratin démagogique de mondialisation, d'efficacité et de liberté économique pour tenter de nous faire croire qu'ils peuvent mieux servir le bien commun. [...]

C'est comme si on était en même temps les pauvres «pimps» inconscients et les clients cochons de gouvernants déculottés dans un système où la compassion et l'amour foutent le camp, remplacés par l'adrénaline de la course absurde au dollar et au pouvoir.

Et faut pas se leurrer. Peu importe le rôle qu'on croit jouer dans le film à l'affiche présentement, on se fait royalement baiser!

Luc Gagnon, Montréal

Réplique à Victor-Lévy Beaulieu

Monsieur VLB, écrivez ce que vous voulez sur la littérature et la psychologie sociale des québécois, c'est votre droit et il y a peut-être des gens que ça intéresse, après tout. Mais vos commentaires méprisants à l'égard des femmes qui «n'échappent au désastre qu'en se faisant prostituées ou lesbiennes» ou vos profondes considérations érotico-politiques où la déchéance s'exprime par un

manque de virilité («une robe plutôt qu'un pantalon, un trou de cul plutôt qu'un phallus»), on pourrait vraiment s'en passer. Seriez-vous homophobe, monsieur Beaulieu? Ou peut-être les idées de l'Alliance canayenne feraient-elles tranquillement leur chemin dans votre esprit? Quoi qu'il en soit, je suis convaincu (et j'espère bien avoir raison) que la plupart des lecteurs-lectrices du COUAC ne considère pas comme une déchéance profonde [d'être une femme].

Anne-Françoise Jacques

Courrier aux abonnés

Toutes nos excuses pour les retards de livraison du *Couac* dus à des problèmes avec notre distributeur. Nous allons remédier à ce problème au cours des prochaines semaines. On va s'en occuper nous-mêmes. Désolé.

Écrivez-nous!

Le Couac publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: *Le Couac*, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à: jfncouac@sympatico.ca

Le Couac

2124, av. Laurier Est, Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599
Abonnement : (514) 287-9467

Fondateurs: Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteur en chef: Jean-François Nadeau
Rédacteur en tout: François Patenaude
Collaborateurs: Gilles Archambault, Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Michel Bernard, Marco de Blois, Jacques Bouchard, Cavanna, Philippe Chénier, Thierry Discepolo, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, Marie Mazalto, François Patenaude, Martin Petit, Aude Ribis, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincen
Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Riss, Tignous, Serge Ferrand. Photographies: Isabelle Clément
Graphisme: Marguerite Binette
Nous remercions *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: François Patenaude au (514) 287-9467
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

PLOGUES

Mc Show

Le couacquiste François Patenaude animera un spectacle d'appui aux travailleurs de Mc Donald's de la rue Peel au Club Soda le 14 décembre à 20 heures. Musique et parole seront au rendez-vous de cette surboum. Frites non incluses.

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 287-9467

Par la poste: **Le Couac**

2124, AV. LAURIER EST, MONTRÉAL (Québec) H2H 1B9

- Abonnement d'un an: 26\$ + taxes = 29,91\$
- Abonnement de deux ans: 46\$ + taxes = 52,91\$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = 57,51\$
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 200\$ + taxes = 230,08\$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 42\$

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____





Malgré tout, j'aimais mieux DUPLESSIS

Pour ce qui est du patronage, du favoritisme et de la corruption, il n'y a guère à choisir entre Duplessis et Chrétien. C'est pourtant Chrétien qui a atteint le sommet : il se vante d'avoir ordonné à un fonctionnaire de prêter une forte somme à un homme d'affaires en difficulté, ami du premier ministre, et Chrétien a par la suite congédié le fonctionnaire qui refusait de consentir un prêt supplémentaire.

Pareil despotisme se pratique sans doute dans de nombreux pays, mais on ne s'en vante guère.

Duplessis se vantait plutôt de « faire manger les évêques dans sa main », mais il s'employait à maintenir les traditions, y compris la religion. Quant à lui, Chrétien a choisi pour maîtres les barons d'un capitalisme de plus en plus sauvage. Il accumule des surplus indécents, protège l'intérêt des nantis et s'en prend aux chômeurs et aux travailleurs saisonniers.

Un organisateur de Duplessis disait qu'un pont est bon pour trois élections. On en parle, on le promet, on le bâtit. Chrétien, champion de l'électorisme, promet non pas un mais deux ponts pour le prolongement de l'autoroute 30, espérant ainsi faire battre le bloquiste Daniel Turp. Mais on n'a qu'à songer à l'Alena et à la

TPS pour se rappeler que les promesses du chef libéral ne valent rien.

Duplessis faisait mine de mépriser les intellectuels. Il traitait de « joueur de piano » le journaliste André Laurendeau qui le critiquait sans relâche. Curieuse injure. En réalité, Duplessis avait de la culture et une belle bibliothèque. Chrétien n'est qu'à un cran au dessus de l'analphabétisme. Comme disait l'autre, il parle deux langues secondes.

Le chef de l'Union nationale, malgré ses défauts, avait à cœur l'intérêt du Québec. Sinon l'indépendance, somnolente à l'époque, il soutenait au moins l'autonomie provinciale. Chrétien, devenu Ontarien, fait la guerre au Québec, comme mû par une haine viscérale.

D'accord, Duplessis s'est comporté d'une façon révoltante envers les syndicats, lançant les policiers matraqueurs contre les travailleurs en grève. Chrétien, gorille aux pieds de boue, a fait de même contre ceux qui manifestaient contre l'hégémonie des multinationales.

Duplessis était un notable de province issu du passé. Chrétien est un monstre de vanité, dont rien n'excuse la malfaisance.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Un homme fort en camisole

Pierre Bourque, en parlant de son projet « une île, une ville » : « Montréal a besoin d'un électrochoc dont tout le Québec profitera » (*La Presse* 25-9). Et de quoi son maire a-t-il besoin, lui ?



Société malade

À Benoît Dutrisac (à l'émission *Les Francs-Tireurs*, Télé-Québec 22-11) qui lui demandait d'expliquer la pertinence de nommer Jean Monty, grand patron de Bell et vendeur en gros de téléphonistes, deux fois « Personnalité de la semaine » dans *La Presse*, Roger D. Landry, hier à *La Presse*, aujourd'hui chez National, a eu cette réponse toute en finesse et en profondeur : « C'est pas ça le problème. Le problème, c'est notre système d'assistance sociale qui est trop généreux. Les assistés-sociaux qui engendrent d'autres assistés-sociaux, c'est ça le problème. C'est comme la grattelle. » La grattelle ? Oui, une infestation parasitaire... Bref, si c'était pas du maudit BS on pourrait baisser le salaire minimum plutôt que de l'augmenter, pis les chialeuses de téléphonistes nous remercieraient d'avoir encore une job

au lieu d'aller pleurnicher à la télévision.

La société est un grand corps malade. Y a pas juste la grattelle qui la grattouille. Y'a aussi les lobbyistes et les spécialistes en communication de chez National et leurs semblables, qui sont comme des hémorroïdes : une maladie pénible, toujours un peu en contact avec de la merde. Mais il y a plus grave. Les grands bourgeois capitalistes à la Jean Monty, et les rois-nègres qui pompent les fonds publics dans les poches des premiers, en se graissant la patte au passage, c'est comme le cancer du colon : une tumeur maligne qui canalise toute l'énergie disponible et menace la survie de l'ensemble de l'organisme social.

JACQUES BOUCHARD

Grosse plogue

Depuis quelques semaines, Georges-Hébert Germain, plus connu comme le *poodle* de Celine pas d'accent aigu, plogue les clients de madame à la une du *Devoir* du samedi. Il fallait un professionnel de la pommade pour expliquer au bon peuple sur le ton de la confiance, que Grand-Père Ferland n'est pas un *chum* de Mom Boucher, mais une vieille poire sentimentale qui chante *gratis* dans les mariages.

Le génie littéraire le plus *hot* en ville atteint un sommet dans l'auto-promotion jamais égalé dans son publi-reportage consacré à Sylvie Bernier (*Le Devoir*, 18-11). On imagine que la très drabe exploseuse a besoin de renouveler ses contrats. Pour décrire l'ex-championne à l'époque des Jeux Olympiques de 1984, l'auteur de l'article cite à la troisième personne la description tirée de l'autobiographie de la chanteuse dont il est lui-même l'auteur (voir le copyright de l'ouvrage en question), sans oublier de souligner au passage le grand plaisir que la plongueuse a ressenti en se retrouvant dans cet ouvrage promotionnel à grand tirage.

On a souvent vu des vedettes finir par croire qu'elles ont vraiment écrites leur autobiographie commandée à un nègre, à force d'en faire la promotion dans les médias. Il semble que ce soit la première fois que le nègre mette lui-même autant d'efforts à faire croire que la cliente l'a écrite à sa place.

J. BOUCHARD

LE REGARD OBLIQUE

En français dans le texte

Nous venons à peine de sortir de la bouffonnerie institutionnalisée qu'ont constitué les dernières élections fédérales. Il fallait les voir, arborant tous le coquelicot de la Légion canadienne, à la recherche d'un quelconque champ d'honneur. Et l'autre, le Jean, promenant avec assurance son incommensurable et arrogante nullité.

Peut-être pour cette raison, on a un peu moins parlé de la langue. Il y a la commission Larose. Comme prévu, on a défilé devant elle. Comme d'habitude, les linguistes ont rappelé que tous les pays connaissent des niveaux de langue. Comme d'habitude, tout un chacun a noté les progrès du sabir américano-français au pays de Jacques Chirac. Le Guy Bertrand de tous les cirques a sonné l'alarme. Personne ne lui a répliqué que son français — dont il est si fier — est ampoulé. À la place, on a avancé sans preuves qu'il n'y avait pas péril en la demeure.

« Que les journaux et les magazines français soient entachés d'anglo-manie, on ne peut le nier. Mais les tares des autres n'excluent pas les nôtres. »

Il suffit pourtant de lire les journaux, d'allumer la télévision pour se rendre compte d'une dégradation de la langue écrite et parlée au Québec. Je m'empresse d'ajouter qu'il n'y a jamais eu en ce domaine de paradis. Les finissants de nos collèges classiques, dont on nous ramène avec gourmandise le fantôme, étaient tout aussi tartes à ce niveau que ceux qui émergent des cégeps et des universités.

La différence résiderait en ce qu'en 1950 le Québec était une société fermée, qu'on y vivait entre nous. Nous pouvions étonner les visiteurs occasionnels. Sans plus. La venue d'un écrivain français était alors un événement. On en parlait dans les chaumières. L'Archevêché avait son mot à dire et le disait.

Mais en 2000, alors que les communications internationales sont au niveau que nous connaissons, ne serait-il pas temps que nous prenions connaissance du côté provincial de certaines de nos attitudes face à la langue ? Que les journaux et les magazines français soient entachés d'anglo-manie, on ne peut le nier. Mais les tares des autres n'excluent pas les nôtres. Jamais. S'il est vrai que les copies d'examens des étudiants sont bourrées de fautes de tous ordres, qu'on cherche les moyens de remédier à la situation, mais de grâce qu'on ne baisse pas les bras d'avance en se disant : « qu'on n'est pas pire qu'ailleurs ! » Que l'éducation traverse en Occident des crises graves, personne ne l'ignore, mais il ne faut pas l'accepter bêtement.

Quant à l'élitisme dont on brandit le spectre à tout moment, c'est de la bouillie pour chats. Il s'agit de parler et d'écrire pour être compris ailleurs que dans son cercle de famille. Un point, c'est tout.

GILLES ARCHAMBAULT

Guy Laforest, politologue

Noms composés

Quasi-souverainiste quoique surtout quasi-fédéraliste, et, pour cette raison vague, en amitié avec Mario Dumont, Guy Laforest publiait dans *La Presse* du 8 novembre un long et doctoral article pour informer le grand public d'une chose très importante, à savoir qu'il ne savait pas pantoute pour qui voter...

« Blocage de la démocratie », dit-il. En effet. Mais comment sortir de ça ? Comme Laforest sort de son article : « Si Joe Clark était dans mon comté, je voterais pour lui », conclut l'indépendantiste à temps partiel.

Diable, Joe Clark ! Mais cela s'explique : un souverainiste-fédéraliste, c'est bien un peu quelque chose comme un progressiste-conservateur.

PIERRE VADEBONCEUR

Mais bon sang, où donc vais-je trouver du MAGMA?

Ne cherchez plus!

LE NOUVEAU ROMAN DE JACQUES DESFOSSÉS
DISPONIBLE CHEZ TOUS LES BONS LIBRAIRES

magma

Triptyque www.generation.net/triptyque Tel.:(514) 597-1666

Les élections américaines Un déficit de sens

Une civilisation se trahit assez bien par les manières de ses politiciens : aux États-Unis, par les complaisances populistes qu'ils se croient tenus de manifester, reflets du *showbiz*, sourire perpétuel et éclatant, dans cet heureux pays d'adolescence pour tous et d'exubérance publicitaire.

Cette façade bon enfant constitue pour les politiciens le plus extraordinaire paravent qui soit. Que dit-elle tout en le cachant ? Que les vrais acteurs ne sont pas dans le spectacle mais derrière, invisibles et souverains. La grande pauvreté et ses causes, au pays et à l'étranger, les usurpateurs du pouvoir civil mondialisé, la dilapidation et la ruine des ressources de la planète, disparaissent derrière les sourires stéréotypés.

Que cache encore cette mise en scène ? Par exemple, elle banalise les quatre milliards de dollars que la campagne électorale a coûté, qu'on reconnaît, oui, mais dont la scandaleuse signification antidémocratique tombe dans le néant des mentalités conditionnées par l'optimisme hollywoodien, en ce pays que les faits intéressent, mais que passionnent moins leur interprétation et leur sens politique fort.

La France est peut-être le seul grand pays développé où il arrive parfois que l'opinion publique se passionne encore pour les idées, c'est-à-dire pour des représentations significatives et philosophiques des réalités politiques.

Une opinion publique plutôt quelconque

L'opinion américaine ne se mobilise pas très bien par les temps qui courent. Ce qui la

polarise, ce sont soit des niaiseries, soit des questions importantes parfois mais particulières : par exemple, d'une part, des bêtises de nulle importance comme les privautés paillardes du président Clinton, et d'autre part, des questions comme le curieux droit constitutionnel de porter une arme à feu, ou des problèmes plus sérieux comme le Health Care, bloqué apparemment sans conséquences par des lobbies et qu'on n'arrive jamais à instituer complètement.

de part et d'autre qu'un poids insuffisant.

La politique en état d'insuffisance

L'électorat ne s'est pas senti convoqué au sens fort, et comment peut-il en être autrement dans un climat politique dédramatisé par l'esprit pratique et l'état de banal relativisme du discours public ? Qu'ait pu prendre l'ampleur d'un scandale national le minuscule fait divers Lewinsky au point de nuire sérieusement

aux chances du parti démocrate, ce phénomène ahurissant indique, plus que tout le reste, une certaine inanité de fond de la politique américaine, puisqu'il a pu prendre les proportions que l'on sait - sans doute à la faveur du vide environnant.

La politique intérieure américaine semble présenter un grave déficit de sens. C'est dommage, même du point de vue relatif auquel se réduisent les enjeux. Car la droite, à ce niveau, menace toujours le flanc des démocrates, parti de centre. Cette fois-ci, la droite, c'est George

W. Bush, lequel, au moment où j'écris ceci, risque de l'emporter en Floride et par conséquent au pays - de surcroît, partie à cause d'un système électoral lui aussi obsolète, figé et intangible jusqu'à présent.

D'ailleurs, les démocrates sont eux-mêmes prisonniers de cet état général de la politique et des mentalités. Il faut bien se dire en effet qu'un accroissement de sens dans leur action jouerait probablement contre eux. Ce n'est pas là un mince paradoxe. Ni un signe négligeable.

PIERRE VADEBONCOEUR

MAURICE ET PATAPON A JÉRUSALEM



Vu de la France Un métier d'avenir : la torture

Un sondage mené à bien par Amnesty nous apprend que 25% des Français estiment que, dans certains cas, on peut admettre l'usage de la torture.

Je me serais attendu à pire. Je me serais attendu à un chiffre voisin de celui des partisans de la peine de mort : 62%. Si je me rappelle bien. Curieux que les deux chiffres ne coïncident pas. Cela pose problème. Poursuivant ma lecture, je découvre que la plupart des personnes interrogées ne se font pas une idée précise de ce qu'est, en fait, la torture. Je comprends mieux. S'ils ne savent pas que ça fait mal, évidemment... Les enquêteurs d'Amnesty ont certainement dû se cantonner dans les vagues généralités là où des exemples eussent été nécessaires. S'ils recommençaient à présenter leur questionnaire, en utilisant cette fois des expressions telles que « casser la gueule », « faire cracher les dents », « arracher les oreilles », « planter les doigts dans les yeux », « faire bouffer sa merde », « tordre les couilles », « arracher les ongles »... le pourcentage des gens pleinement d'accord avec ces pratiques avoisinerait du premier coup les fameux 62% des nostalgiques de la peine capitale.

Un article du *Monde* me fait savoir que les professionnels de la torture — les mots usuellement employés sont « tortionnaires », ou encore « bourreaux », vocables hélas porteurs d'une certaine charge péjorative du fait de maintes campagnes de dénigrement et qu'il conviendrait de remplacer par des termes plus en accord avec la tendance actuelle de la valorisation des substantifs désignant des individus exerçant certaines fonctions utiles : de même que le balayeur est désormais « technicien de surface », la dignité du bourreau exige un titre décentement laudatif par exemple « éveilleur de zones sensibles », « explorateur de perceptions extrêmes », « animateur ès prise de conscience de potentialités négligées ». Passons... — que les, donc, professionnels de la torture ne sont nullement des bricoleurs improvisant avec les moyens du bord, mais bien des techniciens de haut niveau qui utilisent un matériel soigneusement étudié et mis au point, et ce dans un local parfaitement adapté à cet usage.

Ce matériel est fabriqué au grand jour dans des pays qui trouvent là un moyen honnête d'augmenter leur PNB. Certains y ont acquis une solide et flatteuse réputation de savoir-faire. [...] La France se classe dans le peloton de tête de cette prestigieuse industrie. [...]

L'Allemagne n'est pas mal placée non plus. On aurait pu craindre que certains scrupules exagérés, certaines réminiscences intempêtes, contribuent à maintenir nos vertueux voisins d'outre-Rhin éloignés de cette spécialité. Heureusement, il n'en est rien, et l'on peut dire qu'il eût été dommage que tant d'expérience acquise dans les années sombres se trouvât bêtement perdue.

D'autres nations figurent au palmarès : les États-Unis, l'Angleterre, la Russie... j'apprends encore que la glorieuse marche en avant du progrès technique n'a pas manqué de pénétrer dans ce domaine spécialisé. Les décharges électriques dans les testicules et vagins sont dorénavant modulées par impulsions électroniques, c'est juste un exemple pour vous faire voir.

Au fait, pourquoi torture-t-on ?

On torture soit pour punir, soit pour obtenir un renseignement. Quand on torture pour punir, on est très en colère. C'est-à-dire, le tortionnaire. Le torturé, lui, est un sale type. Il a commis quelque chose d'énorme, d'effroyable, d'inimaginable dans l'ignominie. Le tortionnaire est généralement un amateur, et généralement pas tout seul. Il constitue, avec les autres honnêtes gens en colère, une foule éprise de justice. Retenez bien ces mots. Le futur torturé, lui, est un monstre indigne de vivre. On peut lui faire tout ce qu'on veut, bien à son aise, parce qu'il s'est placé hors de la loi sacrée de Dieu et que la vulgaire loi des hommes n'a rien à faire ici. On peut, par exemple, lui ouvrir le ventre, tremper ses mains dans le trou, arracher les boyaux dégueulasses qu'il y a au fond, brandir tout ça bien haut, bien rouge, et le montrer au peuple en riant. La loi de Dieu est satisfaite, la loi des hommes ferme sa gueule... On me dit qu'un exemple éclatant vient justement d'illustrer ce cas. Non. Cet exemple ne vaut rien. L'éventré auquel vous faites allusion n'était coupable de rien, sinon de s'être trompé de chemin. Ça ne compte pas.

Deuxième cas : la torture pour le renseignement. Différence essentielle : on n'est pas en colère. Le torturé a ou n'a pas commis un acte répréhensible, peu importe. Il est là pour parler c'est tout ce qu'on attend de lui. Il aurait pu parler avant d'être torturé, mais alors ce ne serait pas de jeu. Il ne doit parler qu'après qu'on aura mis en œuvre tous les moyens de persuasion dont on dispose, du moins un bon nombre. On fait ce qui doit être fait, posément, professionnellement, sans haine et sans passion. Quand enfin le sujet a dit ce qu'on désirait qu'il dise, on lui donne un coup à boire, une cordiale tape dans le dos, et on le renvoie dans son cachot cracher bien à l'aise ses dents dans la paille. S'il parle trop tôt, la cruelle déception fait de nous des bêtes. Nous tombons alors dans le cas numéro 1, celui avec colère.

Cavanna
(Charlie Hebdo, N° 436)



Ne peut-on voir dans tout cela le résultat à long terme du pragmatisme réducteur et de la société de consommation ? Symptôme navrant, un citoyen sur deux ne va même pas voter. Il faut croire que la chose publique ne captive guère les citoyens. Les lobbies, peu dénoncés directement et eux-mêmes quasi institutionnels, ont donc le champ libre. Les résultats problématiques de novembre, au-delà de l'accident de parcours floridien, sont relativement explicables : deux tendances électorales se sont équilibrées, plus ou moins comme d'habitudes, comme s'équilibre trop aisément par alternance ce qui n'a

De notre correspondant à New York Le tumulte en Amérikanijstan sème l'émoi aux Nations Unies

Après deux décennies de spéculation effrénée qui a creusé l'écart entre les couches sociales, l'Amérikanijstan vient de tenir des élections présidentielles.

Les deux principaux aspirants, issus tous deux de l'élite riche, ont consacré d'énormes sommes à une propagande omniprésente. Ils crient victoire tous les deux, le verdict des urnes étant incertain. Les amérikanijstanologues rappellent que ce pays est né d'une guerre de libération suivie d'une guerre civile particulièrement sanglante. Son histoire a été marquée par l'assassinat de plusieurs présidents, la révocation d'un autre et, tout récemment, un scandale sexuel au palais présidentiel. Ces experts recommandent aux Nations Unies de décréter de nouvelles élections, sous la surveillance d'observateurs de plusieurs pays.

Un porte-parole de l'Organisation internationale du commerce explique que l'Amérikanijstan s'efforce de mettre fin à des années de troubles et que sa population a besoin du soutien des Nations Unies. « Dans une partie du pays, dit-il, on a proclamé le résultat des élections alors que l'on votait encore dans une autre région. La province de Florilande, où le décompte n'est pas encore terminé, a pour gouverneur le propre frère de l'un des candidats à la présidence. Leur père fut lui-même président, fonction à laquelle il a accédé après avoir dirigé la police secrète. Cette famille est établie dans une région où règne un fort sentiment sécessionniste résultant d'une guerre d'annexion. »

Les pays voisins pressent les Nations Unies d'intervenir en Amérikanijstan en désarmant la population, en lançant une vaste campagne d'information et en imposant de nouvelles élections présidentielles. On propose également un programme de lutte à la malnutrition causée par un régime alimentaire de bœuf haché, une campagne de sensibilisation à l'environnement, la création d'une école de la police et la réduction de l'arsenal de guerre.

« Ce pays, dit un observateur, a déjà fait usage de la bombe atomique et a menacé de récidiver. Mais grâce à l'intervention des Nations Unies, il connaîtra un développement plus humain et, devenu stable, il réintégrera la communauté mondiale civilisée. »

B. C.

Temps durs pour les tyrans

Rien ne va plus chez les Suisses, comme nous l'indique un dossier du *Canard enchaîné*. D'abord, ils gèlent les comptes des dictateurs qui y ont déposé leurs sous en toute confiance. Qu'est-il advenu du bon vieil esprit consensuel helvétique ? Mais comme si ce n'était pas suffisant, il leur arrive même de reverser aux pays concernés l'argent pillé par ces dictateurs. La Suisse lave plus blanc un mythe de plus pour notre histoire.

LE DALAI-LAMA VA-T-IL ENFIN S'IMMOLER ?



Faire-part

Le terrible bogue de l'an 2001 aimerait bien que l'on s'occupe un peu plus de lui.

QUELQUES CLAUSES ACCESSOIRES AIDANT, LES FLICS OBTIENNENT LEUR 11,9 %



AU FOND UN MINISTRE C'EST COMME UN BEIGNE, UN PEU FERME À L'EXTÉRIEUR MAIS TOUT MOU À L'INTÉRIEUR. SAUF QUE ÇA GOÛTE MOINS BON.

Filippo

McDo l'a dans les dents

Le commissaire du travail Michel Denis a accrédité le Syndicat des travailleuses et travailleurs du McDo de la rue Peel à Montréal en novembre dernier. Ronald McDonald lui-même serait, paraît-il, en beau fusil et songerait à ajouter un nouveau met à son menu: les Mc Croquettes de syndiqué.

Tout passe par l'économie

Lu dans le rapport annuel 1996-97 du ministère québécois de l'Environnement: il existe un « Programme de développement économique du saumon atlantique ». Une initiative pour développer l'esprit d'entreprise des poissons, on présume. C'est vrai que les saumons, tout comme les morues, ont l'air de se foutre des pertes économiques occasionnées par leur disparition...

Problème

« La Banque mondiale a des états d'âme » (La Presse, 19-9).

Le problème c'est qu'elle n'a pas de cœur.

Petit rappel civique

Au lendemain des élections:

Un rappel pour signaler à l'attention publique ceci:

- qu'une famille canadienne célèbre a **toujours** transféré sa fiducie de 2 milliards de dollars aux Etats-Unis sans payer d'impôts
- qu'un ministre tout aussi célèbre fait **toujours** battre pavillon à ses navires dans un paradis fiscal pour ne pas payer d'impôts dans son propre pays
- que sur 119 filiales de banques canadiennes hors Canada, 57 se trouvent **toujours** dans des paradis fiscaux
- que 17 milliards de profits illégaux sont **toujours** recyclés chaque année au Canada
- mais surtout: que l'essentiel des problèmes de financement des services publics au Canada est **toujours** dû à l'évasion fiscale, à la complaisance à l'égard des fiducies bancaires et familiales, aux transferts d'activités offshore et à la politique laxiste en ce qui concerne le crime organisé.

Et pendant ce temps-là, la motion d'appui à la taxe Tobin votée à la chambre des communes le 23 mars 1999 est **toujours** sans suite. Que font la majorité de députés libéraux, la plupart des bloquistes et tous les néo-libéraux qui avaient appuyé la motion?

Pour en savoir plus sur cette taxe qui freinerait la spéculation mondiale et rapporterait au bas mot 150 milliards de dollars par an, voir le site web d'ATTAC-Québec au www.ATTAC.org

BRUNO DUBUC

CONFIT D'INTÉRÊTS

Sylvain Vaugeois

Le cow-boy de la nouvelle économie



Dans un monde sensé, Sylvain Vaugeois serait une mauvaise blague, un gogo boy ou un marteau piqueur. Bref, il serait tout sauf un personnage influent de la vie politique. Mais voilà, dans la vie comme au hockey la logique n'est pas toujours respectée. Résultat: nous subissons et subissons de plus en plus l'influence qu'exerce ce drôle de personnage sur le Québec.

Pour gagner sa croûte, Vaugeois travaille au Groupe Vaugeois, un cabinet d'experts conseils dont il est propriétaire et qui compte notamment parmi ses clients l'ACDI, Hydro-Québec, Bombardier, le gouvernement du Nouveau-Brunswick et Québecor. Mais c'est surtout à titre de concepteur de projets d'affaires qu'il influe sur nos vies. À vrai dire, ce grand moustachu aux cheveux gominés pourrait être la mascotte du festival de feu d'artifice de Montréal, tant ça explose et crépite dans sa tête.

Ce partisan de la libre-entreprise a mille projets basés sur le principe « plus ça coûte cher en fonds publics, plus ça profite aux nantis, plus ça a des chances de passer ». C'est lui qui est à l'origine de la venue de la compagnie de multimédia française Ubi Soft à Montréal. Il a attiré cette compagnie grâce au financement, par l'État, de chaque emploi à raison de 25 000\$ par an, pendant cinq ans (Projet Mercur)! Outre le Projet Mercur, Vaugeois a lancé plusieurs idées au cours des dernières années. Il y a d'abord eu son projet de Réer-santé, appelé RAVIES. Il s'agit d'un abri fiscal qui permettrait aux nantis de sauver de l'impôt tout en favorisant la privatisation des soins de santé. Vaugeois a également proposé la création d'un Réer-Expos pour venir en aide à l'équipe montréalaise de frappeurs de balles. Il est aussi revenu à la charge à plusieurs reprises pour créer un méga-hôpital privé près de l'aéroport de Mirabel. Pourquoi un tel hôpital et pourquoi près d'un aéroport? Pour soigner les riches Étatsuniens voyons! Ce qui, selon lui, profiterait à l'ensemble des citoyens du Québec...

Quels sont les liens entre tous ces projets? On cherche encore. Si on voulait être réducteurs on pourrait dire qu'il n'y en a qu'un seul: l'argent. Après tout n'a-t-il pas dit lors d'une entrevue au magazine Commerce en mai 1998: « L'argent m'intéresse énormément. Je veux en faire beaucoup, je veux que les jeunes en fassent beaucoup, je veux que le Québec tout entier en fasse beaucoup. Nous avons toutes les chances d'être prospères, nous pouvons nous retrouver à l'épicentre de la richesse mondiale! »

Cette réponse triviale expliquerait l'admiration que Vaugeois porte à l'ancien patron de National, Robert Obadia. Vaugeois, qui possède sa propre maison d'édition, a publié en 1994 le livre de Robert Obadia intitulé: « National, un succès assassiné: la vérité ». Rappelons que Robert Obadia est cet homme qui a fait une faillite retentissante après un conflit de deux ans où il s'est montré particulièrement odieux et méprisant envers ses employés. La rencontre avec un type tel qu'Obadia, loin d'avoir rebuté Vaugeois, semble plutôt l'avoir stimulé. En effet, notre guérillero de la nouvelle économie a eu envie de se lancer dans l'aventure du vol nolisé au milieu des années 1990 et a engagé Robert Obadia comme consultant. Mais contrairement aux frères Wright, leur projet n'a pas décollé.

Plus récemment, deux gros éléphants blancs issus de l'imagination débridée de Sylvain Vaugeois ont vu le jour. Il s'agit de la Cité du multimédia et de la Cité du commerce électronique (deux projets qui distribueront crédit d'impôts, congé fiscal, exemption d'impôts sur le revenu et subventions aux grosses entreprises). La popularité des idées de Sylvain Vaugeois auprès du gouvernement péquiste n'est sûrement pas étrangère aux bonnes relations qu'il y entretient. Vaugeois est un proche du Parti québécois (il a travaillé 7 ans au cabinet de quatre ministres péquistes sous le gouvernement Lévesque) et il est un intime du vice-premier ministre du Québec et ministre des Finances, Bernard Landry.

Mais les gens de la trempe de notre cow-boy de la nouvelle économie savent que l'argent transcende la politique et c'est pourquoi même Jean Chrétien, le premier ministre du Canada, l'a salué et a vanté ses qualités il y a quelques mois. Vaugeois entretient également de bonnes relations avec le maire de Montréal, Pierre Bourque, qui faisait partie d'un voyage à Houston organisé par Sylvain Vaugeois en mars 1999. Quant au chef du parti libéral, Jean Charest, il est un camarade de jeunesse de Vaugeois.

Sylvain Vaugeois n'est pas qu'un brasseur de grosses affaires. Il a aussi des loisirs. Cet hybride de Bill Gates et d'Albert Einstein est un grand collectionneur de bottes de cow-boy. Il en possède même une paire en cuir de raie! Mais ce n'est pas son plus grand défaut. Le monsieur a une ambition démesurée et se croit compétent en tout.

Son dernier projet était le rachat du groupe de presse Unimedia inc. (qui possède Le Soleil de Québec, Le Droit d'Ottawa, et Le Quotidien de Chicoutimi), propriété de l'homme d'affaires et Lord en stand-by, Conrad Black. Vaugeois s'est fait damer le pion par le groupe Gesca propriété de Power Corporation (qui possède notamment le journal La Presse). La perspective de voir le groupe de presse Unimedia échapper aux mains de Power était réjouissante, mais celle de le voir échouer entre les pattes de Vaugeois n'était guère rassurante.

Si Vaugeois avait contrôlé les journaux d'Unimedia, nous aurions vu de pleines pages non pas d'un fédéralisme, mais d'un américanisme d'affaires. Rappelons qu'en 1983, Vaugeois faisait partie d'une équipe de jeunes « idéalistes » (les Conspirateurs de l'an 2000) qui sont partis pour la Californie afin de tenter de percer le mystère du succès économique de l'État du sud. Ils y ont rencontré les visionnaires américains du virage technologique, notamment Steve Wozniak, l'un des inventeurs des ordinateurs Apple. Et c'est là, un peu plus au sud, que se trouve, selon Vaugeois, la solution à tous nos problèmes.

Sylvain Vaugeois n'a pu mettre la main sur Unimedia, mais il convoite le journal Le Devoir. Que deviendrait ce prétendu journal d'idées sous sa gouverne? Un vulgaire dépliant orienté vers ce qu'il appelle le capitalisme électronique?

FRANÇOIS PATENAUDE ET BENOIT PERRON

Les déboires de Magnola et de ses sbires

En 1998, le Bureau des Audiences Publiques sur l'Environnement publiait un rapport accablant contre le projet d'usine Magnola à Asbestos dans lequel il demandait aux dirigeants de l'usine de modifier leur procédé pour empêcher la production de quatre des douze polluants les plus toxiques qui existent sur terre (dioxines, furanes, hexachlorobenzènes et BPC). Un mois après la parution du rapport, le gouvernement du Québec votait un décret dans lequel il donnait son aval au projet, ayant obtenu l'assurance, disait-il, que Magnola allait faire des efforts pour diminuer leur production d'organochlorés. Sûr. S'ils avaient voulu faire un effort, ils auraient d'abord choisi un autre procédé qui existe et qui ne produit pas ces saloperies. Mais il est un peu moins économique. Alors...

Alors, après une fuite d'acide chlorhydrique (le 8 août dernier) et un incendie (le 12 août), c'est avec une confiance aveugle (à cause de l'acide?) que l'on attend encore le début des opérations courantes de l'usine.

Et en attendant, la propagande locale se poursuit (des jobs !!!) grâce à « La Chronique Magnola » (sic) que les dirigeants de l'usine se payent à chaque semaine dans le journal Les Actualités d'Asbestos. Mais devant les protestations croissantes des citoyens, voilà que la compagnie peut donner l'impression d'acheter carrément des journalistes. Enfin j'ose croire, par profond respect pour le journaliste en question, qu'il a reçu un quelconque dédommagement pour avoir signé son nom sous les inepties publiées dans la livraison du 7 novembre dernier de La Tribune de Sherbrooke. Jugez-en par vous-même.

Mario Goupil se désole d'abord que Michel Chartrand ait usé de « violence verbale » en traitant les dirigeants de l'usine de « criminels et de maudits menteurs ». D'abord, pour Chartrand, c'est d'une politesse royale... Ensuite, quand ses enfants auront un système immunitaire ravagé par les organochlorés, peut-être notre grand reporter commencera-t-il à comprendre qui sont les vrais criminels dans cette histoire?

Je passe les petites allusions du genre « Beau petit cégep... » en parlant du cégep de Victoriaville dont plusieurs enseignants et étudiants ont participé à la manifestation contre Magnola... Je passe aussi sur cette profonde question de Mario Goupil: « De toute façon, comment une désobéissance civile peut-elle être pacifique? »

Épilogue

Votre cause n'avance pas et vous désespérez de vous faire entendre par vos élus?

Faites comme le Collectif de lutte contre les organochlorés. Les membres du collectif se sont présentés sans avertissement le 8 novembre dernier dans le chic restaurant Chez Serge Bruyère à Québec, où le président de Magnola avait invité quelques ministres et députés du gouvernement à souper. Eh oui, le hasard veut que ces gens-là soient amis, c'est fou non?...

Toujours est-il qu'après avoir réussi à atteindre le petit salon où se trouvait tout ce beau monde, Carole McKenty, porte-parole du groupe, leur a remis une invitation à rencontrer les citoyens inquiets des retom-

bées éventuelles de l'usine. Bingo! Deux jours plus tard, le patron de Magnola invitait madame McKenty à dîner (sans doute dans un décor moins chic...) pour lui faire une proposition de financement d'un suivi indépendant pour documenter de façon crédible les taux de dioxines et de furanes dans l'environnement, avant et après la mise en opération de l'usine. Bref une entente de principe encourageante, selon Carole McKenty, qui espère que la compagnie donnera suite à cet engagement. Et si ça ne marche pas, pourquoi ne pas pousser plus loin cette tactique gagnante? Faire irruption dans la chambre à coucher du pdg avec une pétition, par exemple...

BRUNO DUBUC

Pour de l'information sur ce projet: LA COALITION POUR UN MAGNOLA PROPRE www.mlink.net/~turbo/Magnola/francais/Magnola.html





Pour la bonté du sport

Le saviez-vous, chers amateurs de la beauté du sport? Le golfeur américain Thaïger Woods est d'origine thaïlandaise par sa mère. Cette caractéristique génétique serait peut-être demeurée inconnue dans notre fier royaume si, le mois dernier, le sympathique pousseur de petite balle blanche n'avait été fait docteur *honoris causa* d'une université locale. «So what?», me répliquerez-vous avec le franc-parler qui vous honore et le bilinguisme qui vous afflige. Et vous n'aurez pas tout à fait tort, car d'autres avant notre sympathique catapulteur de pâle sphérule ont en effet reçu un tel insigne honneur. Pensons notamment à l'indescriptible Jean Chrétien: l'ancien premier ministre de notre fier royaume a lui aussi reçu plusieurs doctorats horribles pendant sa carrière d'ennemi public, alors que son bagage intellectuel ne lui permettait même pas de lire la première ligne de son diplôme.

Mais je vous sens trépigner, chers amateurs de la dignité du sport, en vous rongant les ongles jusqu'aux biceps. «Quid des raisons qui ont mené le sympathique pitcheur de globe monochrome jusqu'à une chaire universitaire, fût-elle d'honneur?», vous interrogez-vous légitimement. Dans son inégalable numéro du 15 novembre, le précieux *Journal de Montréal* nous donne la solutionnement à la problématique de ce questionnement: il s'agissait de le remercier d'avoir créé une «fondation destinée à apprendre aux enfants défavorisés [de Thaïlande] la pratique du golf.» Ah, le sympathique philan-

thrope! Ah, l'empathique anthropophile! Pussions-nous applaudir assez bruyamment pour que nos unanimes satisfecits traversassent mers et océans, chevauchassent monts et déserts, enjambassent forêts et banquises, et finalement



atteignent l'organe auditif de ce bienfaiteur de l'humanité.

Oui, chers amateurs de la bonté du sport, l'initiative du sympathique garrocheur de pelote

immaculée est belle et bien belle et bonne, car – on l'oublie trop souvent – la faiblesse des équipements de golf est l'une des plaies les plus criantes du tiers-monde. Que ne donnerions-nous pour voir ces ventres gonflés par la famine

lancer joyeusement des balles de trou en trou? Ces enfants en guenilles rêvent-ils d'autre chose que du plaisir de poser leurs orteils crasseux sur une pelouse bien tondue? Peut-on imaginer plus fol espoir dans

leurs cervelles sous-alimentées que celui de réussir un trou d'un coup? Soyons clairs: positionner les questionnements, c'est assurément y répondre.

Or, contrairement à ce que professait jadis la célèbre poétesse Renée Descartes, la bonté n'est semble-t-il pas la chose du monde la mieux partagée. Songez, chers amateurs de la grandeur du sport, que de vulgaires et ingrats Bangkokois (ou quel que soit le nom dont ils prennent plaisir à s'affubler) ont tenté de tenir le beau geste de notre sympathique adepte des dix-huit trous en manifestant dans les rues mal famées de leur sinistre capitale. «Leur motif?», me soufflez-vous fébriles? Tout simplement pour l'inique et invraisemblable prétexte que le contrat publicitaire du sympathique philanthrope avec la compagnie Nike lui rapporte la somme de 100 millions de dollars, somme qui correspondrait, selon ces insupportables fauteurs de trouble, à 72 000 années de leur salaire, eux qui sont justement employés par cette fière multinationale. Ah, les vils! Ah, les bas! Ah, les petits! Je vous sens frémir comme moi de cette rage qui saisit le juste face à l'ignominie. «Ces pauvres ne méritent pas qu'on s'acharne à embellir leur misère!», vous exclamez-vous dans un élan d'humanisme lucide qui vous grandit. À cette émotion fort compréhensible, chers complices, je ne dirais que ceci: les pauvres pourront toujours tenter de remercier notre charité par la méchanceté, ils ne pourront jamais nous arracher de leurs ongles noirs et crochus ce que nous avons de meilleur: la beauté du sport.

LUIS CUSINO



Criminel

Luc Plamondon accusé en France d'inciter à la pédophilie (*La Presse* 25-11).

C'est vrai que, quand on le regarde, ça vous décourage des hommes d'âge mur.



DVDébile

Dans *La Presse*, en page éditoriale (25-11), Mario Roy s'enthousiasme du DVD de *Gladiator*.

Pourquoi se sent-on tout à coup gagné par une profonde dépression?

Bande de CONSommateurs

La morale cachée des petites culottes

La *Gazette des femmes* n'a pas apprécié la façon dont les journalistes ont couvert le tournoi de tennis féminin de Montréal de l'été dernier: trop de petites culottes et pas assez de sport, selon la revue féministe. Elle leur a décerné son prix Déméritas. De là à parler de sexisme, il n'y a qu'un pas, facile à franchir. Pierre Bourgault, lui, n'accepte pas la critique. Dans sa chronique du *Journal de Montréal*, il répond en substance que, lorsqu'une femme fait ce qu'il faut pour faire bander un homme et que l'homme bande, il n'y a là rien d'anormal (Solange Harvey n'aurait pas dit mieux...).

Au-delà des questions de fonctionnement ou de dysfonctionnement érectiles, ce qu'il faut retenir de son propos, c'est d'abord que le sport professionnel est une industrie, qui, comme toute industrie, vise la rentabilité et le profit. Ou'est-ce que le sport professionnel a à vendre? Des exploits, des émotions, des images de réussite, des corps beaux et sains, autant dire un spectacle (du latin *spectare*: observer, regarder, contempler). Et qui sont ses clients? Pas seulement les 154 000 spectateurs payants qui se sont déplacés pour assister aux matchs de tennis, mais nous tous qui lisons les journaux, regardons la télévision et... achetons des produits Du Maurier, Nike, Adidas ou Gatorade, ceux-là même dont les contrats publicitaires permettent aux sportifs professionnels de gagner leur vie.

Accuser les journalistes de sexisme est hors sujet. Ils ne sont pas sexistes, ils sont dociles. Esclaves d'un système dans lequel ils ne sont que les relais bien huilés des professionnels de la mise en marché: publicitaires bien sûr, mais aussi politiciens et lobbies de tous acabits (dont fait d'ailleurs partie *La Gazette des femmes*, quoi qu'avec infiniment moins de moyens que le commanditaire de la petite culotte de Kournikova).

blanc sur une peau de fesse bronzée. Or on n'a jamais vu la publicité décourager aucun désir... «Vous aimez ça? Mangez-en!»

Il ne s'agit d'ailleurs que de l'un des nombreux fantasmes, désirs, envies et pulsions qui nous habitent. Quels sont ceux que la société admet de voir exprimés sur une affiche ou un écran de télévision? La réponse à cette question relève bien évidemment de la morale, c'est-à-dire d'un système de valeurs collectives qui détermine ce qui est admissible ou pas. En remettant son prix Déméritas aux journalistes montréalais, *La Gazette des femmes* ne fait rien d'autre qu'exprimer un jugement moral: pour elle, il n'est pas admissible de se servir de l'intimité d'une femme pour vendre quoi que ce soit, papier journal, bière ou chaussures de course.

La publicité n'est-elle donc pas morale? Au contraire, elle fonctionne selon une morale très forte, celle qui valorise la jouissance plutôt que l'ascèse, le droit plutôt que le devoir, le rêve plutôt que la réalité, l'individu plutôt que la collectivité, l'instantané plutôt que le long terme, la consommation plutôt que le travail: tout le contraire des morales traditionnelles, en somme. Pas étonnant que ça marche! Chantons tous en cœur avec Claude Dubois: «J'ai bien le droit de dire ce qui me plaît, j'ai bien le droit de faire ce que je veux... et quand cela me plaît» (Assurances Banque Royale).

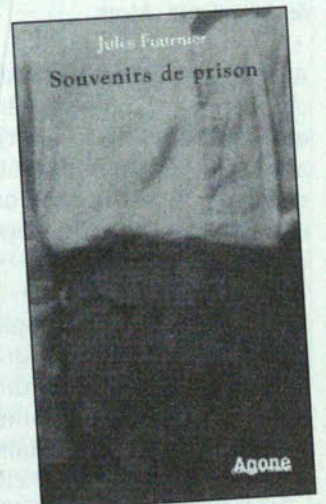
De la même manière, les publicitaires qui utilisent l'image des dessous féminins pour vendre un tournoi de tennis ne sont pas sexistes, ils sont opportunistes: flatter le consommateur dans le sens du poil de cul, qu'on le veuille ou non, ça fonctionne. Il se trouve que, pour des raisons qui remontent aux premiers organismes multicellulaires sexués, un nombre négligeable d'entre nous est sensible à l'attrait d'un triangle de coton

STÉPHANE BATIGNE



Souvenirs de prison

«La verve ravageuse, l'humour mordant, la dérision cinglante, Jules Fournier (1884-1918) fut un des journalistes de combat les plus craints au Québec. *Souvenirs de prison* est un texte mythique de l'œuvre de Fournier. Souvent évoqué, il était depuis longtemps introuvable.»



Souvenirs de prison • 132 pages, 16,95\$
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 16,95\$





Quino d'hier à aujourd'hui

1932 17 juillet : naissance de Joaquín Salvador Lavado à Mendoza, Argentine (1200 kilomètres à l'ouest de Buenos Aires). Ses parents le surnomment Quino pour le distinguer de son oncle Joaquín Tejón, peintre et dessinateur.

1939 Quino entre à l'école primaire. Il y découvre son vrai prénom.

1945 Décès de sa mère. Il choisit de s'inscrire aux Beaux Arts de Mendoza.

1949 Décès de son père. Quino quitte les Beaux Arts et entreprend de réaliser des bandes dessinées humoristiques.

1950 Quino vend sa première bande dessinée.

1954 Il s'installe à Buenos Aires. L'hebdomadaire *Esto Es* publie sa première page d'humour dans une rubrique qu'il tiendra une semaine sur deux. Dès lors, il va publier ses dessins dans plusieurs magazines et quotidiens.

1963 Création de Mafalda à des fins publicitaires ! Une agence de publicité est alors à la recherche d'un dessinateur pour créer « une bande dessinée qui mélange Blondie et Peanuts ». La publicité est destinée à promouvoir les électroménagers Mansfield. À cause de son nom, la marque veut qu'un des personnages porte un nom commençant par un « M », d'où Mafalda. La pub n'est finalement pas réalisée, mais Quino a des dessins...

1964 Quino publie Mafalda dans des magazines. Le personnage est très en prise sur la vie politique et sociale de son pays et du monde entier.

1965 Premier recueil de Mafalda.

1968 Premier voyage en Europe. Des bandes dessinées sont publiées en italien. L'année suivante, Umberto Eco signe la préface du premier recueil publié en Italie.

1970 En Espagne, parution du premier tome de la saga Mafalda. La censure franquiste oblige l'éditeur à installer un bandeau d'avertissement en couverture : « pour adultes seulement ». Mafalda paraît au Portugal

1972 Parutions en Finlande, sans grand succès. Mafalda fait l'objet de pirateries diverses. Réalisation pour la télé d'une série d'animation tirée de Mafalda.

1973 Mafalda est lancée en France et en Allemagne, d'abord sans grand succès.

1976 Quino s'installe en Italie, à Milan. « J'ai quitté l'Argentine de 1976 à 1980 parce que le climat était devenu très étouffant. 70 journalistes avaient disparu, dont plusieurs que je connaissais. Quand je déposais mes dessins au journal, souvent une bombe y avait explosé pendant la nuit. »

1978 Palme d'Or du Salon International de l'Humour de Bordighera, en Italie. (Ce prix prestigieux avait été remporté par un Québécois six ans plus tôt : Robert LaPalme.) Mafalda est disponible en Grèce.

1980-1982 Parution de plusieurs albums.

1982 Quino préside le Salon international de l'Humour de Montréal. Publications au Brésil, en Suède et en France.

1984 À Cuba, signature d'un contrat pour la réalisation de courts métrages fondés sur le personnage de Mafalda. La série s'intitule *Quinoscopios*. Pour célébrer le retour à la démocratie en Argentine, plusieurs retrospectives sont organisées à Buenos Aires et à Mendoza. Publications en Italie, en Espagne, au Danemark et en France.

1986 Un livre d'humour signé Quino est publié aux États-Unis. Ce sera la première et dernière publication de Quino au pays de l'Oncle Sam.

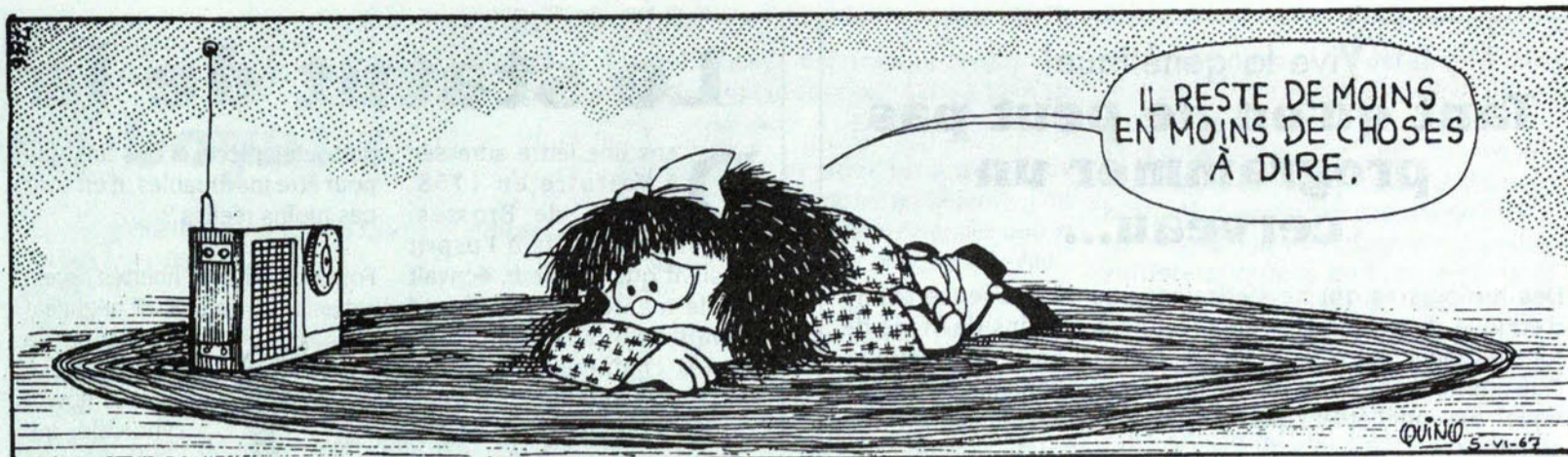
1990 Des éditions pirates de Mafalda, traduites en chinois, sont vendues à Taïwan.

1992 Quino est primé à Montréal par le Grand Prix Konex de Platine du Salon International de l'Humour.

1994 Les 30 ans de Mafalda sont célébrés au Circolo della Stampa à Milan tandis qu'à Buenos Aires, le quartier Colegiales inaugure la « Plaza Mafalda »

1999 En France, les Éditions Glénat entreprennent l'édition intégrale de l'œuvre de Quino.

2000 Parution de *À votre bon cœur* ! Entrevue avec Quino dans le quotidien français *Libération* et dans *Le Couac* !...



Entrevue avec le père de Mafalda Quino



Certains disent de lui qu'il est « le dessinateur latino-américain le plus important du siècle ». Né en 1932 à Mendoza (Argentine), Joaquín Salvador Lavado, mieux connu sous le nom de Quino, a toujours voulu être dessinateur. La véritable consécration n'est vraiment venue qu'avec Mafalda, cette petite fille engagée qui repousse sa soupe comme on conteste le pouvoir autoritaire. C'est en 1964 que Mafalda apparaît pour la première fois, à la suite d'une commande publicitaire (jamais complétée) pour des appareils électro-ménagers. Jusqu'en 1973, Quino portera un regard ironique et parfois cynique sur le monde, à travers Mafalda et ses amis Felipe (le rêveur) et Manolo (qui a le sens des affaires!).

Quino était de passage à Montréal pour le lancement de son album *A votre bon cœur* ! Catherine Pépin l'a rencontré.

Dans votre nouvel album intitulé *A votre bon cœur*, vous portez un regard sur notre société de surconsommation et sur les avancées technologiques qui enferment les gens dans leur individualisme. Finalement, vous traitez des mêmes thèmes avec Mafalda il y a 35 ans... Le monde n'aurait-il pas changé depuis ?

Le monde a changé technologiquement, oui. Mais en ce qui concerne les êtres humains, la condition sociale de la majorité de la population, je trouve que ça va de pire en pire. Je suis content d'avoir peu d'années devant moi, parce que ce monde qui vient ne me plaît pas.

Saviez-vous que Hachette, qui distribue vos albums en France, en Belgique, en Suisse et au Canada fait partie du groupe Lagardère avec l'entreprise Matra qui, entre autres choses, fabrique et vend des missiles, notamment en Asie ?

Oh non, non ! Ça ne me plaît pas, non, non ! Ils remplissent les missiles avec mes livres et paf ! Ha, ha !

Vous avez dit un jour que l'être humain était le cancer de cette planète...

Oui, oui ! Et je continue à le dire ! La chose qui est selon moi la plus terrible, c'est que les pauvres sont chaque jour plus pauvres et plus nombreux, tandis que les riches sont chaque jour plus riches et représentent le pouvoir économique. Aujourd'hui, le pouvoir politique n'existe pas.

Les préoccupations de Mafalda face à l'environnement, le pouvoir, l'éducation, la paix, la justice étaient-elles partagées par les enfants argentins qui vivaient par ailleurs dans un pays politiquement très complexe ?

Oui, et la situation en Argentine empire chaque jour. L'État n'existe pas, l'assistance sociale non plus. Ce n'est pas une nation, c'est un territoire avec un drapeau. À l'époque de Mafalda, on avait l'espoir que ça s'arrange, mais malheureusement, le dernier gouvernement a vendu les lignes aériennes, l'électricité, la sécurité sociale et tout ça. Nous n'avons plus rien aujourd'hui.

Vous avez dit : « L'humour ne transforme rien ». Est-ce que ça signifie que Mafalda et les autres n'ont servi qu'à faire rire ?

Et à faire penser un peu... Il semblerait que ce soit utile de se mettre à penser aujourd'hui... Je

Comment expliquez-vous qu'elle n'ait jamais été traduite en anglais ?

Premièrement, les Américains publient peu d'étrangers. Et puis mon humour n'est pas tellement direct comme peut l'être celui des Américains. Quand je dessine, j'aime faire des petits détails. On doit bien regarder pour comprendre ce que je veux dire. Et eux sont habitués à lire très rapidement, sans regarder.

Il vous arrive de dire de Mafalda qu'avec tous ses discours, elle est ennuyeuse...

Je dis ça parce que Mafalda, à la différence des autres personnages de la bande dessinée, est la moins spontanée. Les autres

Parce que la situation de ce moment-là était tellement différente... J'ai connu Paris en mai 1968, où les étudiants voulaient changer le pouvoir et tout ça ! Aujourd'hui, les étudiants français veulent que rien ne change. Ils veulent seulement sortir de l'université et avoir un boulot. C'est ça. C'est une différence très violente.

Il n'y a plus de place pour les idéalistes comme Mafalda ?

Non, la place sera toujours là. Mais il y a plus de place pour les Manolito que pour les Mafalda, Felipe, etc...

Avez-vous eu des remords d'avoir fait disparaître Mafalda ?

Non, non, pas du tout ! Je suis très content de l'avoir quittée, parce que j'aime la liberté et chaque semaine, je fais ce qu'il me plaît dans ma page. Tandis qu'avec Mafalda, je devais être là, à dessiner toujours les mêmes choses plus ou moins. Ça m'a fatigué... un peu.

Vous identifiez-vous à certains de vos personnages ?

Oui, ils sont tous sortis de moi, alors... avec tous !

Quel est votre pire souvenir professionnel ?

Oh ! Quelle question ! Peut-être quand je vois que certains politiciens – de droite surtout – utilisent certains de mes personnages. Alors je me demande si ces personnes ont compris ce que je voulais dire avec mes personnages ou pas, ou bien ils s'en fichent, mais pour moi c'est très désagréable de voir mes personnages utilisés par mes ennemis. Ils ont tenté plusieurs fois de récupérer Mafalda dans leurs campagnes politiques. Quand ce type de chose arrive, je convoque la presse et j'explique la situation.

AUDE RIBIS

Vous pouvez entendre cette entrevue sur le site Internet de l'émission de radio *Macadam Tribus* (Radio-Canada) à l'adresse suivante : radio-canada.ca/refuge



PHOTO: ISABELLE CLÉMENT

« Je crois que le socialisme est la marche à suivre bien que la réalité d'aujourd'hui dise tout le contraire », déclarait Quino en avril dernier. Ici, en signature au Salon du livre de Montréal.

sais pas, je suis un peu négatif... excusez-moi. Mon objectif avec Mafalda, c'était de faire une bande dessinée politisée, d'aborder les problèmes sociaux pour rappeler au public que si on ne participe pas à la politique, on laisse participer les autres qui gouvernent le pays... comme ils le gouvernement !

Donc Mafalda a tout de même contribué à faire changer un peu les choses, les mentalités à tout le moins...

J'ai un peu d'optimisme « historique ». Je crois que les nouvelles générations changeront un peu les choses.

Mafalda a connu une carrière internationale assez suprenante : les Américains l'ont boudée et les Chinois l'aimaient tellement qu'ils faisaient circuler des copies pirates de vos albums. Comment expliquez-vous ça ?

J'ai vu l'année dernière un film chinois qui s'appelait *Le roi des masques* de Wu Tian Ming. Il y a une séquence où un homme vend des alcools... une espèce de Manolo. Arrive un client qui lui dit : « Pourquoi mets-tu de l'eau dans ton alcool ? » C'est Manolo ! Je crois qu'il y a des points de contact entre la culture chinoise et la nôtre, même si la philosophie est complètement différente. Quand on voit Mafalda traduite en français, en anglais... Ah, non ! Elle n'a jamais été traduite en anglais, mais en italien, en portugais, même en allemand, je peux comprendre quelque chose, mais en chinois, je ne comprends rien ! Je ne sais pas ce qu'ils ont fait avec mon personnage !

sont créés par nécessité de mettre des personnages plus vivants. Mafalda est plus fabriquée.

Est-ce que la faire parler vous demandait beaucoup de réflexion ?

Oui, comme tout ce que je fais actuellement. À l'époque de Mafalda, je travaillais aussi pour un journal télévisé, un magazine féminin, une revue de dessins d'humour... Pour survivre, je devais travailler dans ces diverses publications.

Alors, on vous a posé mille fois la question... pourquoi avoir arrêté de dessiner Mafalda ?

TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le sud... Tailles: médium, large

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.

Vive la génétique! Tant qu'on ne peut pas programmer un cerveau...

Des biologistes qui ne s'effraient pas de l'absence totale d'éthique dans des actes apparemment anodins de la vie de tous les jours font chier le monde lorsqu'il s'agit de génétique. Que nous ont appris les recherches dans le domaine de la génétique? Essentiellement que les types en blouse blanche ont une éthique.

Que n'a-t-il pas fallu entendre comme conneries à propos de ce bébé américain génétiquement sélectionné dans le but de soigner sa sœur atteinte d'une maladie osseuse mortelle! La petite Molly, six ans, va mourir si on ne lui injecte pas des cellules saines génétiquement compatibles. À partir du sperme du père et des ovules de la mère, des médecins « créent » quinze embryons *in vitro*. Au bout de trois jours, des tests permettent de dire lequel des embryons pourrait donner naissance à un bébé qui ne serait pas atteint de la même maladie que la fillette. Cet embryon « sain » est implanté dans l'utérus de la mère. Avant la naissance du bébé, des cellules sanguines sont prélevées dans le cordon ombilical et greffées sur la grande sœur. Aujourd'hui, la fillette est, selon ses médecins, en voie de guérison. Mais, mais, mais, ont objecté certains enculeurs de tubes à essais, où va-t-on? Ces manipulations génétiques, c'est la porte ouverte à l'eugénisme, demain des parents vont exiger de pouvoir choisir le sexe de leur enfant ou bien la couleur de ses yeux, et puis l'humain ne doit pas être considéré comme un magasin de pièces de rechange! La loi sur la bioéthique le dit bien, on ne peut pas concevoir un bébé *in vitro* à des fins pratiques. Et le bébé, quand il apprendra qu'il a été conçu dans un but précis — en l'occurrence sauver sa sœur —, comment le prendra-t-il? Vous imaginez le choc psychologique possible! Etc.

Les réfractaires à cette opération se sont toutefois calmés en apprenant que les parents de la petite Molly voulaient de toute façon un autre enfant. Alors, bon...

Si c'est dans un but thérapeutique et qu'on est sûr que l'enfant à venir sera aimé pour lui-même et non pas pour son ADN, à la rigueur, pourquoi pas, concèdent nos plus grands généticiens. Mais de quoi se mêlent-ils soudain, les tripatouilleurs de gènes! Pourquoi, tant qu'ils y sont, ne réclament-ils pas qu'un formulaire soit envoyé à tous les couples désirant avoir un enfant? Chaque futur parent devrait répondre à la question suivante: pourquoi désirez-vous un enfant? Si la réponse n'est pas « moralement » correcte, les candidats à l'enfant seraient stérilisés. Comment savoir ce qui motive chacun de faire un gosse? Certains veulent un enfant pour perpétuer l'espèce, est-ce moral? Certains veulent un enfant pour se faire plaisir, est-ce moral? Certains veulent un enfant pour éviter que le conjoint se barre, pour s'intégrer dans la société, pour faire comme leurs parents, pour servir Dieu, pour remplacer un bébé décédé... Où est l'éthique, là-dedans?

Un enfant choisi sur catalogue, en fonction de son ADN, de son physique supposé, de son « utilité » future n'a ni plus ni moins de chances d'être plus malheureux qu'un enfant conçu pour les raisons citées plus haut. Ce qui est amoral dans le cas de la petite Molly, c'est que son sauvetage aura coûté 100 000 dollars à ses parents, ce qui limite à une poignée de privilégiés dans le monde l'accès aux progrès de la génétique. Et qu'on nous lâche avec les mythiques bébés « fruits de l'amour », qui ne sont en fait que les fruits d'un égoïsme et d'un égoïsme forcenés. Est-ce moral de faire un enfant qui servira à concrétiser l'amour d'un couple? Est-ce moral de mêler un enfant à une histoire qui regarde deux adultes? Non. Il n'y a moralement aucune bonne raison de faire un enfant. Il n'y a que de mauvaises raisons. Chacun doit se démerder avec ça. Plutôt que de donner des leçons, que les généticiens se demandent pourquoi ils ont été conçus. Il y en a bien un sur deux qui sera tenté de se pendre.

CHARB
(Charlie Hebdo, N° 436)

Le statut de la liberté

Dans une lettre adressée à Voltaire en 1758, Charles de Brosses, magistrat français à l'esprit aussi vif que frondeur, écrivait que le manteau de la liberté servait à couvrir nombre de petites chaînes. Avec ce qui suit, on comprendra qu'il s'agit ici de petites chaînes... en or.

Lucien Bouchard, en intervenant dans le conflit des camionneurs, a érigé au niveau d'un droit fondamental la libre circulation des marchandises, faisant ainsi de ces conteneurs entassés dans le port de Montréal des valeurs que l'État, dans sa sagesse et son rôle de protecteur du bien commun, doit protéger au même titre que la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté de réunion entre autres libertés fondamentales. Depuis, on ne sait vraiment plus ce que l'avenir nous réserve.

Que faut-il en penser, en effet, quand on voit ce gouvernement, que certains prétendent encore social-démocrate, explorer des sentiers juridiques jamais encore empruntés jusqu'à maintenant en accordant un statut aussi particulier à la libre circulation des marchandises!

Car la question qui vient immédiatement à l'esprit est la suivante: jusqu'où ira-t-on sur ce chemin-là, créant à la demande et à toutes occasions, à gauche et à droite — à droite surtout — de ces libertés inventées

de toutes pièces à des fins qui, pour être inavouables, n'en sont pas moins réelles?

Foin donc de ces libertés accessoires et négligeables, comme la liberté d'association et la liberté syndicale, qui ont fomenté

liberté que celle-là, accessible bien sûr à quelques personnes seulement, une liberté à usage fort limité, réservée pour les privilégiés de la fortune.

On saisira pourquoi en jetant un coup d'œil sur cette page de *La Presse* publiée récemment sous ce titre agressif: *Le luxe ne se cache plus*, dans laquelle on présentait sans honte aucune une panoplie de marchandises absolument superflues, de la minijupe à 2100\$ au pull à 1450\$, signés Chanel, qu'on peut se procurer chez Holt Renfrew. Ou encore, serez-vous tenté par un sac Vuitton soldé à 850\$ chez Ogilvy, ou par ce zipper bag de Chanel dont le prix de liste atteint 1650\$? Mais vous devrez vous armer de patience, les deux items étant en rupture de stock. La demande est trop forte!

Cette liberté de luxe se distingue de ces autres libertés qui sont le lot d'une masse qui s'égosille dans des manifestations de rues et qui, invoquées et utilisées à l'excès, se dévaluent au point de n'avoir plus de signification. Mais il demeure quand même curieux que dans la même semaine, le même gouvernement invoque les droits et les libertés fondamentales pour assurer la libre circulation des conteneurs et construise une clôture métallique d'une longueur de quatre kilomètres pour s'assurer que les indésirables ne circulent pas librement lors du Sommet des Amériques.

l'emprunte ici l'idée à Camus: Lucien Bouchard a échoué à tout, n'ayant pas su concilier justice et liberté.

MICHEL RIOUX



Intègre

Jean Chrétien se défend d'avoir mal agi en téléphonant dans son comté pour exiger l'octroi d'un prêt bancaire à l'un de ses amis: « Je n'ai fait que mon devoir de député et ça n'a pas coûté une cenne à mon gouvernement parce que j'ai appelé à frais virés. »



Je me souviens

Les journalistes d'ici n'en pouvaient plus à l'idée d'un Bill Clinton visitant le Vietnam. Imaginez, nous disaient-ils, Clinton est le premier Président américain à mettre les pieds au Vietnam, le seul pays qui a vaincu militairement les États-Unis. Les journalistes devraient s'exciter un peu moins et réfléchir un peu plus: le Canada a battu les États-Unis lorsque ceux-ci ont tenté de nous envahir au début du XIX^e siècle...

Créationnisme

Stokwell Day défend ses croyances religieuses en demandant que l'on respecte la foi qu'il accorde aux thèses créationnistes. Si Adam et Eve sont ses ancêtres, c'est dire qu'il vient d'une famille marquée par l'adultère et le meurtre... C'est du joli.

24 IMAGES

LA REVUE QUÉBÉCOISE DU CINÉMA

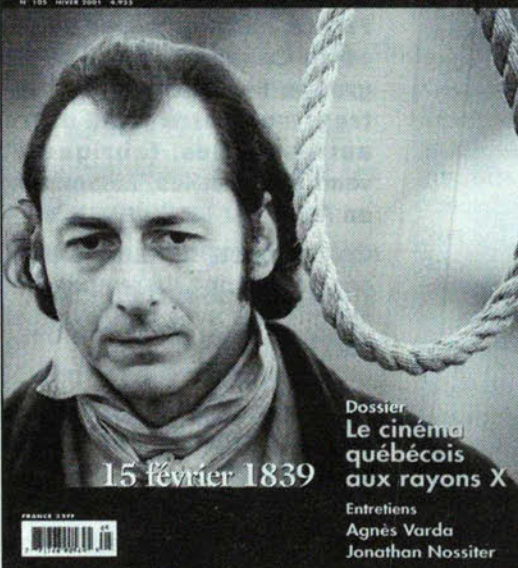
EN KIOSQUE DÈS LE 8 DÉCEMBRE

15 FÉVRIER 1839

DOSSIER
LE CINÉMA QUÉBÉCOIS
AUX RAYONS X

24 IMAGES

La revue québécoise du cinéma



ENTRETIENS,
CRITIQUES
ET CHRONIQUES
ACCOMPAGNENT NOS
DOSSIERS

CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET
www.24images.com

SUPREME
La technologie éprouvée de partition...
PARITION GOLF
PUISSANCE D'ARRÊT SUPRÊME
L'expansion exponentielle de la balle, une pénétration profonde et une énergie dévastatrice...
Grâce à Winchester, désormais on ne tue plus le gibier « on l'impressionne ». Le plus impressionné de tous? Sans doute l'imbécile de publicitaire qui a conçu cette bêtise.

Le petit observatoire des médias Le tord-boyaux

Je vous propose ce mois-ci un petit jeu très marrant. Ça s'appelle « Le tord-boyaux ». La règle du jeu est simple : on lit des déclarations sur un sujet donné et le premier qui rigole a perdu. Le sujet retenu : la concentration de la presse au Québec, dont vous parle justement Jean-François Nadeau en première page de ce canard.

Prêts? Partez.

Michel Roy, président du Conseil de Presse du Québec : « Le problème de la concentration m'apparaît moins important aujourd'hui parce qu'on veut des journaux de qualité dans lesquels on investit de l'argent. » (Le Devoir, 11-11-00, B1) « Le problème de la concentration de la presse est un problème dépassé ». (La Presse, 11-11-00, A 21)

Ceux qui ont ri sont éliminés.

On poursuit avec Guy Crevier, Président de Gesca : « Le débat sur la concentration fait peu de vagues parce que les gens savent qu'ils ont accès à des journaux, à des magazines, à des revues spécialisées, à une multitude de chaînes de télévisions, à des produits de qualité en grande quantité ». (La Presse, 19-11-00, A 9) « Tout le monde est journaliste d'un jour sur le net ». (Le Soleil, 19-11-00, A 5)

Personne ne s'esclaffe? Il ajoute : « En ajoutant les journaux d'Unimédia à ceux que nous avons déjà, nous regroupons des contenus qui ont un énorme potentiel sur Internet » (La Presse, 19-11-00, A 21). [On sait par ailleurs que La Presse et Radio Canada sont en pourparlers pour former des partenariats afin d'offrir des contenus d'information ou de divertissement sur Internet...]

Là, les rangs des joueurs s'éclaircissent pas mal...

Mario Roy : « La fusion Time-Warner et America-on-line ne changera rien à la qua-

lité irréprochable de Time]. » (La Presse, 23-11-00, B 2).

Doug Newell, directeur d'achats publicitaires, *Harrisson Young*, Toronto : « Pour les annonceurs, cette transaction pourrait signifier plus de concurrence... »

Marc Bougault, président d'Unimédia : « Je suis content que ce soit La Presse, le groupe Gesca, qui a fait l'acquisition. Parce qu'on partage la même culture, les mêmes méthodes. Alors c'est la continuité. » (La Presse, 11-11-00, A 21)

Voici maintenant les éditeurs et représentants syndicaux des journaux *Le Soleil*, *Le Droit* et *Le Quotidien* de Chicoutimi. Ils se disent soulagés que « la *business* des journaux soit la raison d'être de l'acquéreur. » (La Presse, 11-11-00, A 21)

Les rieurs, nombreux, se retirent.

Raymond Pierce, directeur adjoint du Bureau sur la concurrence : « Notre mandat est d'examiner l'impact économique et concurrentiel. Nous n'évaluerons pas la concentration au niveau éditorial et rédactionnel. » (La Presse, 19-11-00, A 21)

Des concurrents, il ne reste plus que de bien austères personnages. C'est le moment de sortir les gros canons.

Bernard Landry s'avance : « Le nouvel acquéreur a une obligation d'éthique capitaliste et d'éthique civique ». (Le Devoir, 11-11-00, B 1) Pour celui qui ne saurait pas ce que c'est, il s'agit de la même chose que ce qui vous donne la vache folle en ce moment...

Le même, décidément très fort : « La bonne foi se présume et la confiance est de mise ». (Le Devoir, 11-11-00, B 1)

Quelques joueurs seulement restent en lice.

Voici Lucien Bouchard : « Qu'un gouvernement intervienne de façon législative dans un cas de concentration de la

presse aujourd'hui serait en dehors des normes occidentales. Ça ne se fait pas... » (Le Devoir, 11-11-00, B 1)

Superbe. Ils ne sont plus que deux joueurs. Bravo messieurs. Mais... l'un d'eux dit quelque chose. Attendez que je m'approche... : « I don't speak french ». Aie... Exclu.

Il ne reste qu'un concurrent. Fléchira-t-il?

Agnès Maltais, ministre de la culture et des communications : « Le débat est maintenant clair : les gens veulent débattre ouvertement des effets de la concentration. [Mais] je ne pense pas qu'il faille remettre en question les acquisitions qu'on vient de faire. » (Le Devoir, 21-11-00, A 3)

Fabuleux. Mais le concurrent résiste! Du jamais vu. Un dernier assaut sera permis. Voici Lucien Bouchard au micro : « Il n'est pas dans l'intention du gouvernement de remettre en question ce qui a été annoncé, la commission parlementaire portera sur le problème de la concentration de la presse, pas sur des transactions en particulier » (La Presse, 21-11-00, A 4)

Extraordinaire : le concurrent est resté de glace. Nous avons donc un gagnant. Bravo monsieur. Votre nom? Pardon?

Aie...

Mes excuses à mes lecteurs et lectrices : ce monsieur est sourd...

Faisant preuve d'une rare obséquiosité, d'une rare inconscience ou du corporatisme le plus plat, les journalistes du Québec n'ont pas pu ou voulu reconnaître et porter sur la place publique les enjeux, absolument majeurs, liés à la concentration de la presse que les récentes acquisitions de Power Corporation nous imposaient impérativement de discuter. À quelques exceptions près (André Noël, Robert Dutrisac, entre autres) rien, ou presque, dans le traitement de ce dossier de la plus haute importance n'a été de nature à laisser espérer que la volonté des journalistes de servir la vérité, la production de sens et la citoyenneté participative était tellement profonde qu'elle pouvait calmer les

légitimes angoisses de qui se préoccupe de l'avenir de cet oxygène de la démocratie qu'est une presse libre et pluraliste. Et pourtant il y a chez nous, dans ce métier, des tas de gens très bien et de grand talent. Mais justement : ce qui est en jeu, ici, ce sont les conditions structurelles, surdéterminantes de l'exercice de ce métier. Celles-là même que la concentration accrue va encore empirer.

Claude Ryan — non? si, si, Claude Ryan, à qui je lève mon chapeau... — à peu près seul le de son camp, a su rester lucide et dire ce qu'il y avait à dire. Au total, on aura donc droit à une insignifiante commission parlementaire dont les résultats sont tablettés d'avance, une commission chargée d'examiner la nocivité de l'arsenic mais qui a déjà consenti à ce qu'il soit en vente libre. Car que voulez-vous qu'on y dise sur le sujet de la concentration de la presse qu'on ne sache déjà? Et qu'en espérez-vous puisque ce sur quoi il faut se prononcer est d'emblée exclu de la discussion?

Une proposition de Claude Ryan est à retenir, comme on s'accroche à une planche de salut. En mes mots : Le Mouvement Desjardins, les Centrales Syndicales, la SFG, le Fonds de Solidarité et plus largement tous ceux qui comprennent qu'on va trop loin et que les enjeux sont gravissimes : mettez-vous d'accord et financez un quotidien libre au Québec. Ça plutôt que les Expos. Ça plutôt que créer stupidement de l'emploi.

Un autre petit coup de tord-boyaux, pour finir? À mon tour, alors : « Tremblez, puissants : voici le Conseil de Presse, voici la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Voici les journalistes, ces chiens de garde de la démocratie qui composent l'incorruptible quatrième pouvoir, voici, superbes, les héros de l'information, ces producteurs de sens, ces nobles et désintéressés pèlerins du Graal de la vérité et de l'universel. »

Vous m'excuserez : je dois y aller. J'ai pisé dans mon froc...

RAYMOND-LA-SCIENCE
BAILLARGEON.NORMAND@UQAM.CA

Agriculture, environnement... José Bové



Tant les agriculteurs que les consommateurs sont menacés par une nouvelle vague de libéralisation et de déréglementation dans le secteur de l'agriculture. Pour José Bové, la logique des profits semble en voie de l'emporter sur la logique voulant que l'agriculture vise avant tout l'alimentation de la population : « Ce sont les lois du marché qui décident de ce que les gens doivent manger d'un bout à l'autre de la planète ». Pour freiner l'agriculture industrielle, la conversion à une agriculture paysanne passe avant tout par une révision des politiques commerciales de l'OMC.

Porte-parole d'un syndicat agricole, la Confédération paysanne, et coauteur du livre *Le monde n'est pas une marchandise : des paysans contre la malbouffe* (La Découverte), José Bové était de passage à l'Université Laval, le mardi 21 novembre.

Bové s'est surtout fait connaître par le « démontage » du McDonald's de Millau en juin 1999. Il était à Seattle en décembre 1999, pour l'ouverture du Round du millénaire de l'OMC, avec ses 230 kilos de roquefort, un produit que les États-Unis ont surtaxé pour répliquer aux restrictions imposées par l'Union européenne sur les importations de boeuf aux hormones étasuniennes.

Depuis, il poursuit sa croisade contre la « malbouffe », un symptôme parmi d'autres de la mondialisation néolibérale. Il dénonce l'agriculture industrielle et toute la « marchandisation du vivant », mais surtout toutes les règles commerciales et les politiques qui protègent ces pratiques et que cherchent à instaurer des organisations internationales comme l'OMC.

Parmi les exemples de conséquences désastreuses des politiques de l'OMC, Bové se plaît à citer la « règle du 5% », qui impose à chaque pays membre l'importation de l'équivalent de 5% de sa consommation nationale, et ce, pour chaque produit. Alors que les Philippines s'auto-

suffisaient en riz avant 1995, l'application de la règle du 5% a fait monter les importations de 5% à 20% en quelques années en raison de l'ouverture du marché du riz à des importations à un prix inférieur au coût de production (i.e. dumping). La même chose s'est produite en Afrique subsaharienne, où l'ouverture du marché de la viande aux importations européennes a provoqué une réduction de moitié du cheptel.

Pour contrer la tendance observée au sein de l'OMC, Bové reprend les revendications du mouvement international *Vía campesina*, dont la Confédération paysanne fait partie. Cette vaste coalition se rassemble autour de la déclaration suivante : « We are united in our rejection of the economic and political conditions which destroy our livelihoods, our communities, our cultures, and our natural environments » (1996). Elle plaide notamment pour la mise sur pied d'un tribunal commercial international basé sur le respect de certaines règles, dont les pactes sociaux, économiques et culturels contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les trois principales revendications que reprend Bové sont : 1) garantir la souveraineté alimentaire des pays ; chaque pays doit pouvoir définir sa propre politique agricole et ainsi protéger ses frontières pour favoriser ses propres productions. Par exemple, cela permettrait d'éviter des situations de concurrence déloyale (cas des Philippines et de l'Afrique subsaharienne). 2) faire primer la sécurité alimentaire ; les pays doivent pouvoir définir leurs propres normes et celles-ci doivent prévaloir sur les lois du marché. À ce sujet, Bové donne l'exemple des OGM et du boeuf aux hormones. La direction de la santé de la Commission européenne prépare actuellement un rapport qui recommanderait de « bannir l'importation de viande canadienne à cause des hormones de croissance et de médicaments qui sont administrés aux animaux » (Le Devoir, 21-11-00). Les inspecteurs de la Commission européenne signalent que ces substances peuvent être cancérigènes et jugent insuffisantes les normes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Malgré cela, l'OMC a déjà sommé par deux fois la France de ne pas interdire

les importations de boeuf canadien sur son territoire.

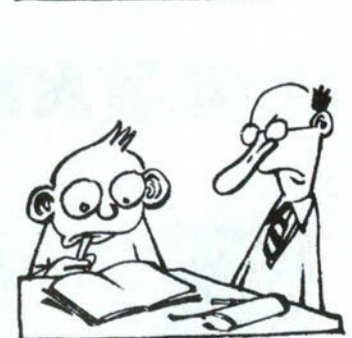
3) Respecter la biodiversité ; ici, Bové s'en prend à la marchandisation et au breveteage du vivant. Il souligne que quelques multinationales, à force d'accumuler les brevets, sont en train de s'approprier tout le marché des semences. L'appropriation des ressources naturelles ne peut qu'entraîner une standardisation des modes de production et un appauvrissement de la diversité. Par exemple, il ne resterait que cinq espèces de poulet sur le marché mondial en raison de la production industrielle. En même temps, les OGM sont en train d'être imposés aux consommateurs de la planète, avec des risques certains pour eux et pour l'environnement.

En plus de l'institution d'un tribunal commercial international et du respect de certaines règles visant à contrecarrer les seules lois du marché, la sensibilisation des gouvernements nationaux, des agriculteurs et des consommateurs est nécessaire pour renverser la vapeur. D'après Bové, nous aurions « la même conception de l'agriculture au Québec et en Europe » et nous serions donc confrontés au même problème, celui du développement d'une agriculture industrielle soutenue par l'État.

Toutefois, une différence est visible entre les comportements des agriculteurs et des consommateurs français et ceux des Québécois. Bové rappelle que les agriculteurs français refusent d'utiliser des semences à base d'OGM. Seuls 70 hectares, sur tout le territoire, ont été ensemencés avec des OGM.

Du côté des consommateurs français, 80% d'entre eux refuseraient de consommer des OGM. Les consommateurs québécois sont peut-être moins sélectifs et moins critiques, mais il faut admettre qu'ils n'ont habituellement pas le pouvoir de faire des choix. La décision des autorités canadiennes de ne pas obliger l'identification des produits contenant des OGM fait clairement partie des mesures encourageant la mainmise de l'agriculture industrielle sur notre marché.

PATRICE BRETON



Des Poules et des Hommes

Les poules, sacrifiées sur l'autel de la productivité, non seulement nous annoncent ce que pourra être notre avenir, mais aussi le préfigurent.

Dans notre frénésie de modernisation, de nouvelles technologies, d'hyper sophistication, vous croyiez avoir laissé loin derrière vous cette vague ressemblance avec le monde des animaux? Détrompez-vous. Ils ne sont plus derrière nous mais bien devant, précurseurs éventuels d'un mode de vie qui nous guette au tournant.

Mais oui, songez-y quelques instants. Nous partageons déjà une étrange similitude avec les moutons: une poignée d'exécutants pour un troupeau de suiveurs soumis et effrayés par les vociférations du maître berger, incarné par tout petit patron, surtout en ces temps de chômage latent, de précarité croissante. Heureusement, des consciences s'éveillent, et de plus en plus on assiste à une montée de boucliers face à des décisions prises à huis clos par de grands manitous.

Mais les poules, avez-vous déjà pensé aux poules et au destin qui nous unit? Si vous ne l'avez pas encore fait, lisez donc le dernier ouvrage d'Armand Farrachi, *les poules préfèrent les cages*, et vous comprendrez alors qu'il est grand temps de le faire.

Tel un oracle des temps modernes, Farrachi nous invite à prendre conscience du fait que nos poules, sacrifiées sur l'autel de la productivité, non seulement nous annoncent ce que pourra être notre avenir, mais aussi le préfigurent. Élocutions douteuses me direz-vous, fruits d'une imagination trop fertile? Les faits sont pourtant bien là, il suffit juste de lever le voile. Certes, à en croire Farrachi, ce dernier revêt plutôt l'apparence d'un rideau de fer ou, mieux encore, d'un filtre ingénument travaillé qui impose à tout un chacun une image du monde, de la nature en particulier, qui ne partage avec la réalité que des rapports lointains. «Là où la tyrannie impose une contrainte, la démocratie marchande, elle, exige un consentement», et les membres de la très honorable communauté scientifique sont là pour le créer.

Par des pirouettes dignes des plus grands prestidigitateurs, les scientifiques tentent ainsi de nous convaincre que oui, en effet, les poules préfèrent les cages plutôt que de courir en toute liberté. Trêve de sympathie anthropomorphique, de préjugés bien-pensants mais néanmoins rétrogrades, il faut se rendre à l'évidence: les porcs préfèrent être garrottés dans leur ordure et, pourquoi pas, les otaries parquées dans les cirques.

Mais nous autres Hommes, sommes nous logés à meilleure enseigne? Sommés de nous adapter coûte que coûte au rythme trépidant de la nouvelle économie, quittant l'ordinateur pour retrouver la télé, abreuvés de publicités qui tentent de dicter nos comportements, entassés dans des immeubles sans âme, sommes nous vraiment en reste?

Victimes d'une «économie fanatique», pour reprendre les termes de Farrachi, «le vivant en général et l'humain en particulier ont été, sont et seront logés à la même enseigne», et nulle part verrons nous le système remis en question. Bien au contraire. Tout manquement au code de conduite, qu'il concerne

les animaux ou les humains, sera censuré, si possible corrigé, afin que la réalité colle de plus près aux objectifs fixés par une science travestie au service des industriels et d'une politique qui a fait sienne les dogmes érigés par les adeptes du néo-libéralisme. Car il s'agit bien ici de l'essence de notre système économique qui est à l'œuvre. Fondé sur l'organisation industrielle et scientifique du travail et de la production en vue d'un rendement maximum, il n'épargne aucun domaine, aucune espèce. Pendant ce temps, la domestication de la planète poursuit son cours, qui s'accompagne inéluctablement d'un appauvrissement de notre environnement.

Dans ce contexte, faut-il se réjouir des «formidables avancées technologiques» qui, comme le dénonce Armand Farrachi, s'exercent contre la nature, accentuant la pression idéologique, le contrôle et la destruction du vivant?

En digne héritier de Rousseau, l'analyse de Farrachi a le mérite de nous montrer, à

l'aide d'exemples concrets, qu'il ne faut pas nous laisser leurrer par les prestiges du progrès, que «progrès» ne signifie pas d'abord «amélioration», et que nous ne devons pas nécessairement en tirer plus de bonheur ni de liberté, encore moins de vertu.

Le progrès des sciences et des techniques n'est peut-être pas un progrès de l'esprit humain, mais seulement des moyens dont il peut disposer, et dépendamment des méthodes qu'il se donne, des conséquences qu'il implique, ce que l'on nomme progrès peut fort bien conduire à la décadence. Ainsi, on peut bien chanter en chœur la devise de toute dictature, «l'ordre pour base, le progrès pour but», mais n'oublions pas avec Auguste Comte, que «l'ordre sera rétrograde tant que le progrès sera anarchique».

Devant ce beau gâchis, que faire? Comme il n'y a pas de négociations possibles pour Farrachi, devrions-nous attendre que le système s'effondre de lui-même et qu'il entraîne dans sa chute le vivant, ou faut-il changer de système, modifier totalement, durablement, radicalement, immédiatement le mode de production et les institutions politiques, faire une troisième révolution comme il le suggère?

Sans rejeter les arguments de Farrachi, devons-nous pour autant sombrer dans une critique purement négative? Car si le dogmatisme seul entretient l'illusion, il est à craindre, comme le souligne Auguste Comte, que l'empirisme seul condamne à l'imprévoyance: «entre la stérile existence ascétique propre à l'esprit théorique et la confusion d'une pratique aveugle, il faut savoir trouver le chemin». Un chemin qui passe par la construction d'une autorité intellectuelle et morale, une autorité qui soit en mesure de s'opposer aux pouvoirs.

Ainsi, mesdames et messieurs, nous qui avons si souvent tendance, dans la société matérialiste qui est la notre, à vivre la tête en bas et le ventre en haut, pendant que nous sommes dans cette posture, regardons droit dans les yeux nos poules, tirons quelques enseignements du sort qui leur est réservé, et travaillons à nous retourner...

AUDE RIBIS

Armand Farrachi,
Les poules préfèrent les cages,
Paris, Albin Michel, 2000

La campagne à laquelle vous avez échappé!

Libéral

KFC



Un meilleur poulet pour tous!



Avec **COLONEL SANDERS PARTOUT AU QUÉBEC**

Chrétien ne lit pas

«Privatiser la santé?», le dernier numéro d'*Espaces de la parole*, avec des textes de Normand Baillargeon, Michel Bernard et Martin Petit, notamment. Il ne lit pas davantage «Les Fous du pouvoir», un dossier du *Canard enchaîné* sur les dictateurs, despotes, tyranneaux et autres lamentables bouffons de notre triste monde.

Que voulez-vous, à ce moment-ci, c'est des folies, lire ça, parce qu'il vaut mieux être fier d'être canadien.

L'APARTÉ
Café

du théâtre sur un plateau

5029, rue St-Denis, Montréal
(face à l'École nationale de théâtre)
Tél.: (514) 282-0911



Concentration et guerre des sens

Dans *L'être et le néant*, Sartre exprimait la radicale liberté de l'Homme qui doit inventer le sens de son agir et de l'existence à partir d'un néant. Or, l'invention du sens de l'existence ou la réponse à l'absurdité de l'être ne peut être une affaire privée: c'est nécessairement une responsabilité collective, un individu ne pouvant signifier seul. Il en résulte que la création des valeurs est une responsabilité collective et qu'une guerre des sens s'élabore.

Or, les lieux d'émergence du sens sont de plus en plus contrôlés par le capital.

Suite au Gala de l'ADISO plusieurs observateurs ont noté que notre société organise ses systèmes de reconnaissance publique, hiérarchise les individus selon leurs capacités à rapporter du profit.

Le progrès de la génétique permettra de recombinaison la banque de gènes, de contrôler l'accession à l'être en fonction de critères de rentabilité. Cette

tendance est déjà observable dans la «macdonalisation» de la forêt, la coupe à blanc suivi d'une forêt jardin uniforme composée des seules espèces rentables. Les absurdes palmarès des écoles, la multiplication des Chaires-business et le financement privé de la recherche universitaire inféode de plus en plus les universités aux chaînes de production des compagnies et réduit le savoir à l'employabilité chez tous les Power Corporation de ce monde.

Les péquistes-ignorantistes et leur contrat de performance obligent les universités, comme à Sherbrooke, à fermer leurs départements de philosophie, théologie, physique, mathématiques en faveur de programmes «appliqués». Le discours nihiliste-économiste désigne l'homme comme un être en compétition, interagissant avec les autres en fonction de ses seuls intérêts. Bref, le profit devient l'interpréteur universel du sens de l'agir, c'est aussi ce que nous disent quotidiennement les éditoriaux des journaux à Power.

Contrôle de la recherche scientifique, des mécanismes de reconnaissance, de l'information: la conscience autonome doit s'abolir, elle doit s'ustensibiliser à celle du capital. Bernard Landry nous rappelle quotidiennement comment tous les Power sont bons de nous faire l'aumône de l'emploi alors qu'avec la mondialisation elles pourraient être n'importe où ailleurs... Le même Landry demande au maître de ne pas trop abuser de sa force. Power aura donc, selon ses mots, «une obligation d'éthique capitaliste plus élevée», et bloquer cette concentration ne peut évidemment se faire selon «les normes occidentales»...

Bernard Landry nous propose de faire du Québec un pays qui fera des tares occidentales ses propres normes. Parizeau lui-même a trouvé cet aplatventrisme «choquant», «plus il y a d'interprétations des choses, mieux c'est» a-t-il dit. C'est un euphémisme.

MICHEL BERNARD

Lettres québécoises la revue de l'actualité littéraire

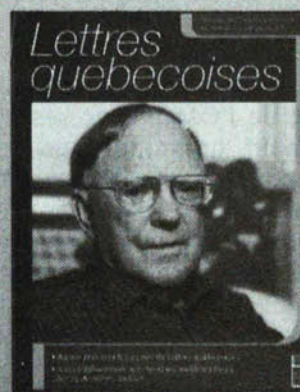


Recevez en prime

Sabines
de Guy Demers

Prix Elle Québec 2000
(valeur 25 \$) avec un abonnement
d'un an à *Lettres québécoises*

1 AN / 4 NUMÉROS (T.T.C.)	
Individu	Institution
Canada 20 \$	Canada 25 \$
Étranger 25 \$	Étranger 30 \$
2 ANS / 8 NUMÉROS (T.T.C.)	
Individu	Institution
Canada 35 \$	Canada 45 \$
Étranger 45 \$	Étranger 55 \$
3 ANS / 12 NUMÉROS (T.T.C.)	
Individu	Institution
Canada 50 \$	Canada 70 \$
Étranger 70 \$	Étranger 80 \$



Adrien Thério et les 25 ans de *Lettres québécoises*

NOM _____
 ADRESSE _____
 VILLE _____
 CODE POSTAL _____ TÉL. _____
 CI-JOINT CHÈQUE MASTERCARD VISA
 NO _____ EXP. _____
 SIGNATURE _____ DATE _____

RETOURNER À: LETTRES QUÉBÉCOISES
1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1
Téléphone: (514) 525-9518 • Télécopieur: (514) 525-7537
Courriel: xyz@mlnk.net